

Enquête
Population, Pauvreté & Environnement
en Guinée Maritime

- SOUS-PRÉFECTURE DE KANFARANDÉ -

Rapport provisoire du
Séminaire de présentation
des résultats préliminaires

Conakry, le 7 février 2003

Ce document a été réalisé sous la direction de

Véronique PETIT
(Directrice scientifique)

par l'équipe POPINTER-DNS :

Alhassane BALDE
Aliou BARRI
Pascaline BRIET
Daouda CISSE
Karine FENIES
Aurélie GODARD
Mababou KEBE
Joseph LARMARANGE
Barbara MEFFE
Malika PASSCHIER
Guillaume POIREL
Alseny YATARA

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| Sommaire | 3 |
| Discours de Son Excellence Monsieur le Secrétaire D'État au Plan | 5 |
| Allocution de M. Ousman Balde représentant de la DNS. | 7 |
| Introduction | 9 |
| I. Méthodologie de la collecte | 12 |
| 1. Choix des districts, choix des villages. | 12 |
| 2. Une collecte quantitative et qualitative : individus, ménages, communautés villageoises | 13 |
| 2.1 Le recensement de la population..... | 14 |
| 2.2 Les questionnaires individuels..... | 14 |
| 2.3 L'enquête qualitative | 15 |
| II. Le Constat Démographique | 16 |
| 1. La population de référence et la population recensée | 16 |
| 2. Sexe et âge : des déséquilibres liés aux mouvements migratoires. | 17 |
| 2.1 Le rapport de masculinité | 17 |
| 2.2 Le rapport de dépendance | 19 |
| 3. Répartition ethnique : une donnée clef par rapport à l'émergence de modèles de survie.... | 21 |
| 4. Structures familiales, nuptialité et fécondité..... | 22 |
| 4.1 Nombre de personnes par ménage | 22 |
| 4.2 Statut matrimonial | 22 |
| 4.3 Fécondité | 24 |
| 5. Contextualiser les données démographiques | 25 |
| III. Économie & Environnement | 26 |
| 1. Des logiques économiques différenciées | 26 |
| 1.1 Des logiques ethniques productrices de comportements économiques spécifiques..... | 26 |
| 1.2 Une logique de peuplement fondatrice d'inégalités sociales..... | 28 |
| 2. Les freins au développement économique | 29 |
| 2.1 Les contraintes environnementales | 29 |
| 2.2 Les actions de l'homme sur l'environnement | 30 |
| 2.3 Contraintes culturelles et pression sociale | 31 |
| 2.4 Le manque de moyens économiques | 32 |
| 3. L'émigration comme stratégie économique | 33 |
| 3.1 Les causes d'émigration..... | 33 |
| 3.2 Les lieux d'émigration | 35 |
| 3.3 Rôle de l'émigration dans le développement local | 36 |

| | |
|--|-----------|
| IV. Santé et scolarisation dans un contexte de pauvreté | 39 |
| 1. La santé | 39 |
| 1.1 Les infrastructures sanitaires..... | 39 |
| 1.2 Accessibilité et fréquentation des structures de santé | 39 |
| 1.3 Des itinéraires thérapeutiques différenciés | 40 |
| 1.4 Le financement de la santé..... | 41 |
| 1.5 La santé de la mère et de l'enfant | 43 |
| 1.6 Informations et communication en matière de santé..... | 44 |
| 1.7 Environnement et santé..... | 46 |
| 2. La scolarisation dans un contexte de pauvreté | 48 |
| 2.1 Infrastructures, personnel et statistiques scolaires | 48 |
| 2.2 L'APEAE (Association des Parents d'Élèves et Amis de l'École)..... | 49 |
| 2.3 Les stratégies de scolarisation..... | 50 |
| RECOMMANDATIONS..... | 52 |



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
Travail - Justice - Solidarité

DISCOURS DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU PLAN

Madame et Messieurs les Membres du Gouvernement,
Excellence, Monsieur l'Ambassadeur de France,
Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations multi- et bilatérales,
Mesdames et Messieurs les Participants,
Mesdames et Messieurs,

Au nom du Gouvernement de son Excellence le Général Lansana Conté, Président de la République, il me plaît de procéder ce matin à l'ouverture du séminaire de restitution de l'Enquête sur la population, la pauvreté et l'environnement dans les Sous-Préfectures de Mankountan et de Kanfarandé.

Cette enquête, réalisée par le Laboratoire de Recherche *Populations et Interdisciplinarité* (POPINTER) de l'Université de Paris V - René Descartes que dirige le Professeur Yves Charbit, se situe dans le prolongement des travaux de recherche déjà effectués dans le cadre de la mise en œuvre de l'Observatoire de la Mangrove (OGM).

Il s'agit d'informations *qualitatives*, sur les dimensions *sociologique et anthropologique de la pauvreté*. Par rapport aux données déjà disponibles (Recensement de la Population, Enquête Démographique et de Santé), ces informations contribuent à éclairer les comportements démographiques et socio-économiques des populations en relation avec leur milieu environnemental.

Cette enquête cadre avec les préoccupations du Gouvernement pour la mise en œuvre des Stratégies de Réduction de la Pauvreté telles que formulées dans le DSRP final. Je suis convaincu que les informations obtenues permettront l'élaboration de plans et programmes cohérents de développement dans les Sous-Préfectures de Mankountan et de Kanfarandé. Elles renforcent ainsi le processus de décentralisation et de déconcentration des actions de développement, tel que défini dans le discours programme du 22 décembre 1985 du Président de la République, son Excellence le Général Lansana Conté, Chef de l'Etat.

Mesdames et Messieurs,

Au nom du Gouvernement Guinéen, je voudrais remercier le Gouvernement Français pour son appui technique et financier dans la réalisation de cette enquête. Ceci augure une collaboration future entre le laboratoire de Recherche *Populations et Interdisciplinarité* (POPINTER) et la Direction Nationale de la Statistique (DNS), que je souhaite encore plus renforcée.

C'est également le lieu d'adresser toute notre reconnaissance à l'ensemble de nos Partenaires au développement pour leurs incessantes interventions dans le cadre des actions entreprises par le Gouvernement en vue de réduire la pauvreté.

En attendant la disponibilité du rapport final de cette enquête, Je reste persuadé cependant que les travaux du présent séminaire vont révéler la richesse et l'intérêt des données quantitatives et des observations qualitatives au niveau de la compréhension des conditions de vie des populations de Mankountan et de Kanfarandé.

En souhaitant plein succès à vos travaux, je déclare ouvert le séminaire de restitution de l'Enquête sur la population, la pauvreté et l'environnement dans les Sous-Préfectures de Mankountan et de Kanfarandé.

Je vous remercie.

ALLOCUTION DE M. OUSMAN BALDE REPRÉSENTANT DE LA DNS.

La pauvreté en Guinée est un phénomène multidimensionnel qui se répartit de façon inégale parmi les groupes socio-économiques et entre les différentes régions du pays. Malgré certains progrès enregistrés au cours des dernières années, les différents indicateurs des différentes dimensions de la pauvreté restent préoccupants.

- Évolution de la demande de données statistiques du fait de la focalisation sur les résultats des politiques au niveau des bénéficiaires, et plus particulièrement, de l'appréciation de la performance des pays en termes de réduction de la pauvreté et d'augmentation du niveau de vie.
- Offre d'informations soumise à une exigence minimale de la qualité des données, ce qui implique de prendre en considération l'ensemble des conditions pré-requises pour ce faire.
- Définir une approche cohérente en matière d'identification et de suivi d'un ensemble pertinent d'indicateurs dont le suivi découle de la définition des objectifs et des politiques publiques, permettant un examen des résultats.
- Le DSRP identifie les actions prioritaires à mettre en œuvre afin d'atteindre des résultats précis en terme de réduction de la pauvreté. Ces résultats à atteindre devraient être quantifiés et mesurables de manière régulière à l'aide d'un nombre limité d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, complétés par des analyses ou recherches plus approfondies.
- Assurer un suivi rapproché de l'impact de la stratégie et son éventuelle révision, dans le cadre d'un processus participatif et itératif.
- La mise en place de l'Observatoire de la Guinée Maritime (OGM) requiert davantage d'informations aux niveaux les plus décentralisés possible pour permettre une élaboration de programmes efficaces de lutte contre la pauvreté à la base.

La réalisation de cette étude s'inscrit dans le cadre non seulement de l'offre d'informations, mais aussi du suivi des indicateurs au niveau des bénéficiaires. Dans ce cadre, l'Université Paris V en collaboration avec la Direction nationale de la

Statistique ont entrepris depuis deux ans des études démographiques et socio-économiques en Guinée Maritime et plus particulièrement dans la préfecture de Boké.

L'enquête a permis de réaliser :

- un recensement exhaustif de la population des localités de quatre districts,
- une enquête sur 400 femmes sur la base d'un questionnaire socio-démographique individuel,
- une enquête sur 400 hommes sur la base d'un questionnaire socio-démographique individuel,
- un total de 93 entretiens individuels.

L'enquête a abordé les thèmes suivants : les relations de l'homme avec son environnement, l'accès à la santé, la scolarisation, les migrations, les activités économiques, les stratégies de survie face à une situation de pauvreté que ce soit à un niveau individuel, familial ou communautaire.

Cette étude a été réalisée en partenariat par une équipe de chercheurs franco-guinéenne.

INTRODUCTION

Cette enquête a été préparée par l'équipe de *Populations & Interdisciplinarité* (Université Paris V – René Descartes) en collaboration avec la Direction Nationale de la Statistique depuis octobre 2002, selon une méthodologie déjà testée lors de précédentes enquêtes tant en Afrique qu'en Asie sur différents thèmes : l'adhésion à la planification familiale au Sénégal et à l'île Maurice, les migrations internationales au Mali, les attitudes et comportements face au VIH au Cameroun, Sénégal, Burundi, la politique de population au Vietnam par exemple.

L'enquête pilote réalisée en janvier-février 2002 dans la sous-préfecture de Mankoutan (préfecture de Boffa) a permis d'affiner les questions posées aux hommes et aux femmes en 2003 à Kanfarandé. Cependant malgré toutes les précautions méthodologiques prises, cette enquête, comme toutes celles relatives à l'étude de la pauvreté, souffre de certaines limites que je voudrais rapidement évoquer.

Travaillant sur la population, la pauvreté et l'environnement il nous est nécessaire de collecter des données quantitatives afin de mesurer les comportements et les attitudes des individus. Les données démographiques et les données économiques, en particulier celles relatives aux revenus, aux dépenses des individus et des ménages, sont particulièrement difficiles à obtenir.

Voyons rapidement pourquoi :

- Les individus interrogés tout d'abord craignent de déclarer leurs revenus exacts, le niveau de leurs dépenses, l'importance de leur patrimoine, leurs possibilités d'épargne car ils redoutent l'utilisation possible des informations qu'ils nous auront données. Ils craignent tout particulièrement qu'elles ne soient utilisées pour déterminer le montant de leur impôt. Cette frilosité des populations à l'égard de ce type d'enquête se retrouve dans tous les pays du monde, que ce soit au Nord ou au Sud.

- En effet, la perception des objectifs scientifiques et programmatiques d'une telle enquête est très difficile à comprendre par la population y compris par les élites locales traditionnelles, car les retombées de ce genre de travail sont peu visibles et n'apparaissent pas concrètement dans la vie quotidienne des personnes interrogées. Nous devons souligner que le sous-préfet de Kanfarandé, et nous le remercions publiquement, a réalisé un important travail de mobilisation sociale en faveur de

l'enquête socio-démographique vis-à-vis de ses administrés. De même l'équipe de recherche franco-guinéenne sur le terrain a répondu à toutes les explications demandées par la population.

- Le travail de mémoire demandé aux hommes et aux femmes interrogés implique un effort non négligeable, car leurs repères temporels sont essentiellement liés à un calendrier déterminé par leurs différentes activités économiques, agricoles en particulier. De plus, une certaine partie de la population se situe encore dans une tradition orale, sans mémoire écrite. Ces contraintes culturelles font qu'il n'est pas aisé d'obtenir des données chiffrées exactes.

On peut penser qu'on peut avoir une légère surévaluation du niveau de pauvreté, les chefs de ménages ayant tendance à déclarer moins de ressources qu'ils n'en possèdent réellement. On peut aussi penser que en réalité cette sous-déclaration est aussi plus forte chez les groupes les plus favorisés qui souhaitent rester discrets sur leurs revenus, d'autant plus que leurs sources de revenus sont multiples.

La collecte des données démographiques comme celle des données économiques est également affectée par le manque de précision des populations, car il est très difficile d'obtenir des âges ou des dates exacts. L'objectif est plus de pouvoir replacer l'individu dans sa classe d'âges quinquennale que de lui attribuer avec exactitude un âge. Cette difficulté est accrue en ce qui concerne le dénombrement de la population puisque c'est le chef de famille qui doit déclarer pour tous les individus composant son ménage, l'ensemble des âges, des dates de migrations... Ces difficultés de collecte quantitative sont communes à l'ensemble des enquêtes socio-économiques et démographiques conduites en Guinée et dans d'autres pays en développement. L'ensemble de ces raisons fait qu'il faut considérer les données quantitatives, en particulier celles qui sont de nature économique, comme des indicateurs, des tendances, sachant qu'il ne faut pas les prendre à la virgule près.

Les limites qu'imposent les données quantitatives, données imparfaites en raison du contexte socioculturel qui est celui de la sous-préfecture de Kanfarandé, montre l'importance qu'il faut accorder au travail de recueil de données dites qualitatives.

- En effet, seules ces données socio-anthropologiques, historiques permettent de redonner un sens aux données quantitatives ;
- Elles permettent de les recadrer, de les contextualiser ;
- Elles permettent également de faire émerger les logiques sociales qui sont à l'œuvre derrière les chiffres présentés, que ces logiques soit à un niveau individuel, familial ou communautaire.

Toutefois il ne faut pas céder à la tentation de déconsidérer les données quantitatives en raison de leur imperfection relative, il faut juste être conscient de leurs limites afin de ne pas les interpréter abusivement.

L'apport de l'approche interdisciplinaire réside dans une meilleure compréhension des interactions de ces trois niveaux. L'individu n'est plus simplement considéré comme une unité statistique, il est considéré comme un membre à part entière d'une communauté et de ce fait soumis à des contraintes multiples qui se complètent ou s'opposent.

A travers les résultats que nous allons vous présenter, nous allons tenter de montrer la complexité des interactions entre la dimension sociale, culturelle, économique de la pauvreté, sachant que l'environnement est médiatisé par la perception, l'utilisation que l'homme en fait quotidiennement.

Pour finir, nous souhaitons :

- remercier la population de la sous-préfecture de Kanfarandé pour son accueil très chaleureux et sa participation à cette enquête,
- saluer la qualité de la collaboration entre la DNS et POPINTER,
- remercier les autorités guinéennes, et en particulier le Ministère du Plan, pour avoir facilité cette recherche,
- remercier l'AFVP pour son soutien logistique,
- et remercier le PNUD et le SCAC pour avoir activement soutenu cette recherche, qui sans eux, n'aurait pas pu avoir lieu.

I. MÉTHODOLOGIE DE LA COLLECTE

1. Choix des districts, choix des villages.

La sous-préfecture de Kanfarandé (préfecture de Boké), a été retenue parce qu'elle constitue une des deux zones tests de l'Observatoire de la Guinée Maritime. Sa population au recensement de 1997¹ étant de 16 907 habitants, il n'était pas possible d'étudier l'ensemble de sa population.

On a donc sélectionné par choix raisonné 4 villages, selon deux critères spécifiques : le milieu naturel et l'effectif de la population. En effet, on observe une dichotomie plateau/mangrove. Afin d'établir un équilibre avec l'enquête précédente effectuée à Mankoutan en décembre 2002, nous avons choisi trois villages situés dans une zone insulaire et un village dans la partie continentale de la sous-préfecture. Ainsi, après la fusion des données des deux zones tests, les villages de mangrove seront autant représentés que les villages de plateau. Cela nous permettra d'établir les particularités de chaque situation et de mettre en valeur les facteurs d'enclavement.

Carte 1 Districts étudiés



¹ Source : Atlas Infographique de la Guinée maritime.

D'autre part, nous devons recenser un effectif de population totale assez important pour permettre de recueillir un nombre suffisant de questionnaires auprès des hommes et des femmes d'âge adulte, qui sont les populations cibles de l'enquête.

Les villages choisis sont Kanfarandé, Kibanco, Koukouba et Lansanaya. Le nom historique de Victoria est fréquemment employé pour désigner le district central de Kanfarandé. Pour des raisons de commodité, nous utiliserons de façon préférentielle le terme de Victoria pour désigner le district central et celui de Kanfarandé pour l'ensemble de la sous-préfecture. Compte tenu de la superficie de ces villages et du temps limité de l'enquête, nous nous sommes concentrés sur les secteurs, dans la terminologie administrative guinéenne, les plus accessibles, sous réserve que leur choix n'induisse pas un effet de sélection (par exemple des secteurs qui regrouperaient des ménages et des individus de statuts socio-économiques différents du reste de la population du village).

Tableau 1 Village et secteurs enquêtés.

| Districts | Proportion de secteurs enquêtés | Secteurs d'enquête |
|------------------|--|---------------------------------|
| Victoria | 3/8 | Satho, Bonia, Lemoune |
| Kibanco | 2/11 | Kibanco centre, Tchangban Koure |
| Koukouba | 3/9 | Koukouba I, Koukouba II, Madina |
| Lansanaya | 1/4 | Lansanaya centre |

2. Une collecte quantitative et qualitative : individus, ménages, communautés villageoises

La collecte s'est déroulée durant sept semaines, entre le 12 décembre 2002 et le 2 février 2003. Le tableau suivant présente les résultats de la collecte :

Tableau 2 Bilan de la collecte.

| | Victoria | Kibanco | Koukouba | Lansanaya | Ensemble |
|-------------------------------------|-----------------|----------------|-----------------|------------------|-----------------|
| ENQUÊTE QUANTITATIVE | | | | | |
| Fiche habitation | 117 | 65 | 100 | 82 | 364 |
| Nombre de personnes recensées | 1535 | 767 | 1373 | 1533 | 5208 |
| Questionnaires femmes | 100 | 100 | 100 | 100 | 400 |
| Questionnaires hommes | 100 | 100 | 100 | 100 | 400 |
| ENQUÊTE QUALITATIVE | | | | | |
| Entretiens informateurs privilégiés | 7 | 9 | 4 | 6 | 26 |
| Entretiens population | 28 | 18 | 21 | 26 | 93 |
| DONNÉES COMMUNAUTAIRES | | | | | |
| Liste des infrastructures | 1 | 1 | 1 | 1 | 4 |
| Plan du village | 1 | 1 | 1 | 1 | 4 |

2.1 Le recensement de la population

Un recensement de la population a d'abord été réalisé dans le cadre de l'enquête auprès des familles (n = 364 concessions). Les variables recueillies sont les suivantes :

- âge
- sexe
- ethnie
- statut matrimonial
- lien de parenté avec le chef de ménage et avec le chef de noyau²
- statut résidentiel
- confiage des enfants
- scolarité
- statut migratoire (motif, durée, destinations des migrations, relations économiques avec la famille).

Outre la composition des familles, une *fiche d'habitation* décrit les caractéristiques du logement : nombre de pièces, existence ou non d'équipements sanitaires et ménagers, moyens de locomotion, accès à l'eau potable. Au total, 364 fiches permettent de construire des indicateurs de pauvreté par rapport aux conditions de vie des ménages (par exemple : nombre de personnes vivant par pièce, type de construction des maisons, nombre de champs possédés).

2.2 Les questionnaires individuels

Dans le cadre de l'enquête quantitative, des questionnaires socio-démographiques ont été administrés aux hommes âgés de 18 à 69 ans et aux femmes de 15 à 69 ans. La collecte a été établie selon un échantillonnage aléatoire. 400 hommes et 400 femmes ont été interrogés.

Les questionnaires comportaient les modules suivants :

- caractéristiques individuelles
- nuptialité et choix du conjoint
- fécondité
- santé
- santé des enfants et planification familiale (pour le questionnaire femme uniquement)
- budget du ménage

² On appelle chef de noyau toute personne mariée, vivant dans la concessions dont la femme est présente avec ou sans enfants, apparentée ou non apparentée au chef de famille.

- nature des activités économiques (agriculture, pêche, etc.)
- perception des problèmes liés à l'environnement
- parcours migratoires

2.3 L'enquête qualitative

L'enquête qualitative comprend deux niveaux :

a. a. Entretiens individuels

En complément de l'enquête quantitative, des données d'ordre qualitatif ont aussi été collectées :

- 26 entretiens auprès d'informateurs privilégiés (présidents de districts, chefs religieux, directeurs d'écoles et instituteurs, présidentes des femmes, responsable du centre de santé, tradipraticiens, responsable des registres démographiques, sages du village).
- 93 entretiens auprès de villageois identifiés et choisis au cours du recensement et de la passation des questionnaires en raison de leurs caractéristiques socio-démographiques (sexe, âge, statut matrimonial, parcours migratoire, nombre d'enfants).

Avec l'ensemble de ces personnes, les thèmes suivants ont été abordés : histoire et stratégies migratoires au niveau individuel et familial, retour au village, division des tâches au sein de la famille, mariage et choix du conjoint, activités économiques, santé et parcours thérapeutiques et pratiques de santé chez les migrants de retour³, scolarisation et éducation des enfants, système d'entraide, prise de décisions dans le ménage.

b. b. Données communautaires

Nous avons aussi listé et reporté sur les plans des villages les infrastructures sanitaires, scolaires, administratives, économiques, religieuses et culturelles.

³ On définit par migrant de retour toute personne née au village, présente au moment du recensement et ayant effectué une migration d'une période supérieure à 6 mois.

II. LE CONSTAT DÉMOGRAPHIQUE

L'objectif du constat démographique est d'abord de fournir une base quantitative à la recherche, mais aussi d'éclairer les liens d'une part entre la population et la pauvreté, et d'autre part entre la population et l'environnement. Deux questions se posent :

- La population présente-t-elle des caractéristiques qui la fragilisent par rapport au risque de la pauvreté ?
- Les quatre villages, représentant chacun un contexte spécifique à l'environnement révèlent-ils des différences dans leurs caractéristiques démographiques ?

Les tableaux 3, 4, 5 et 6 présentent successivement les principales caractéristiques démographiques, les données relatives aux migrations, aux structures familiales, à la nuptialité et enfin à la fécondité.

Certains indicateurs classiques seront ultérieurement comparés aux résultats du dernier recensement de 1996 et à ceux de l'Enquête Démographique et de Santé de 1999 (EDS), afin d'apprécier la représentativité des villages.

1. La population de référence et la population recensée

L'enquête distingue la *population de référence* et la *population recensée*. La population de référence comprend les personnes habitant dans les villages depuis au moins 6 mois et les personnes s'étant absentes depuis moins de 6 mois.

Tableau 3 Caractéristiques démographiques

| | Victoria | Kibanco | Koukouba | Lansanaya | Ensemble |
|---|-----------------|----------------|-----------------|------------------|-----------------|
| Population de référence | 1.168 | 646 | 1.255 | 1.342 | 4.411 |
| Population recensée | 1.535 | 767 | 1.373 | 1.533 | 5.208 |
| Nombre de concessions | 117 | 65 | 100 | 82 | 364 |
| Rapport de masculinité⁴ | 107,2 | 94,3 | 86,2 | 95,5 | 95,7 |
| Age médian⁴ | 17,9 | 17,8 | 17,3 | 15,7 | 17,0 |
| Age moyen⁴ | 23,0 | 24,5 | 24,4 | 21,2 | 23,1 |
| Rapport de dépendance^{4,5} | 150 | 102 | 104 | 100 | 115 |
| Nombre moyen de personnes par concession | 10,1 | 9,9 | 12,5 | 16,4 | 12,1 |

⁴ Pour l'ensemble, il s'agit d'une moyenne pondérée par la population de référence.

⁵ [(0-14) + (70&+)] / (15-69) excepté pour Victoria où les hommes âgés de 15 à 19 ans ont été compté parmi les inactifs.

La population recensée représente la population de référence plus les émigrants. Une absence de plus de 6 mois au moment du recensement est le premier critère définissant les émigrants. Parmi ces personnes, nous avons recensé uniquement les descendants des chefs de famille, ainsi que l'ensemble des personnes apparentées ou non, ayant un jour habité le village et qui continuent d'entretenir des relations financières avec la famille. Dans un contexte de pauvreté et de solidarité familiale, nous avons émis l'hypothèse que les liens financiers existant entre les migrants et leurs familles influençaient les conditions de vie et d'habitat. Cette hypothèse sera approfondie dans la partie III : dynamiques économiques et migrations.

Au total, 5.208 personnes ont été recensées, mais en retirant les émigrants, il reste 4.411 personnes résidant dans les quatre villages et réparties dans 364 concessions.

2. Sexe et âge : des déséquilibres liés aux mouvements migratoires.

2.1 Le rapport de masculinité

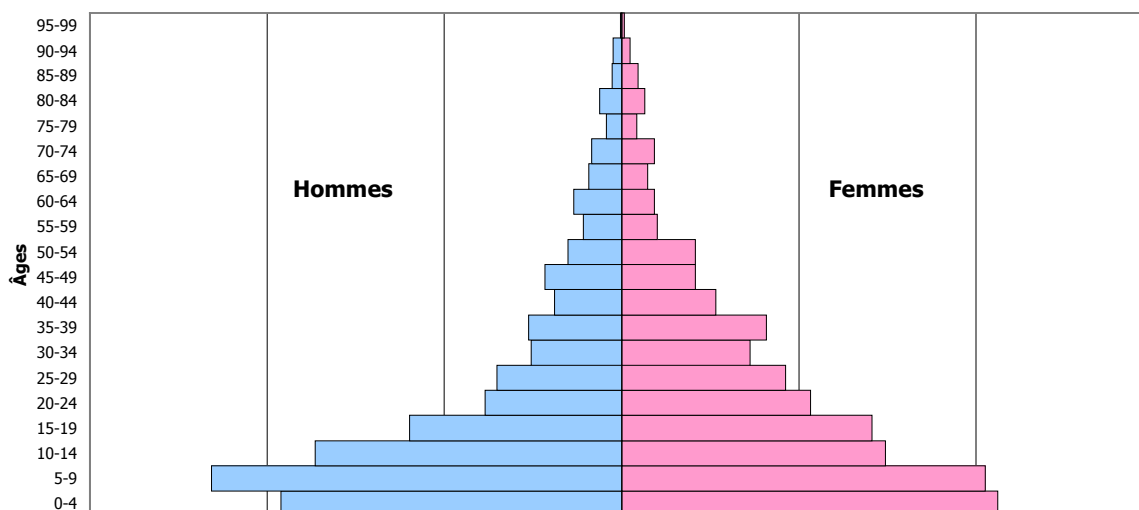
Le rapport de masculinité (nombre d'hommes pour 100 femmes) est un indicateur classique qui synthétise la répartition de la population selon le sexe. On observe un déficit d'hommes : 95,7 hommes pour 100 femmes en moyenne dans les quatre villages. Trois interprétations de ce déficit sont possibles :

- une surmortalité masculine,
- une sous-déclaration des hommes,
- des migrations différentielles selon le sexe.

Dans le cas de notre enquête, la dernière hypothèse semble être la plus pertinente.

En effet, on observe deux modèles différents au sein des 4 villages.

- La pyramide des villages de Kibanco, Koukouba et Lansanaya est classique et reflète la jeunesse de la population. Cependant, on observe globalement un déficit d'hommes qui résulte de deux mouvements qui se renforcent : les hommes viennent avec leurs femmes et leurs enfants pour la culture de l'arachide et la riziculture. Ces activités nécessitant de la main d'œuvre. Ils sont donc accompagnés de leurs femmes et enfants, tandis que ceux qui partent, exercent d'autres activités et laissent souvent leurs familles aux villages. Ainsi, l'émigration est surtout masculine et l'immigration, du fait de la polygamie, est essentiellement féminine. Ceci explique donc le rapport de masculinité inférieur à 100.

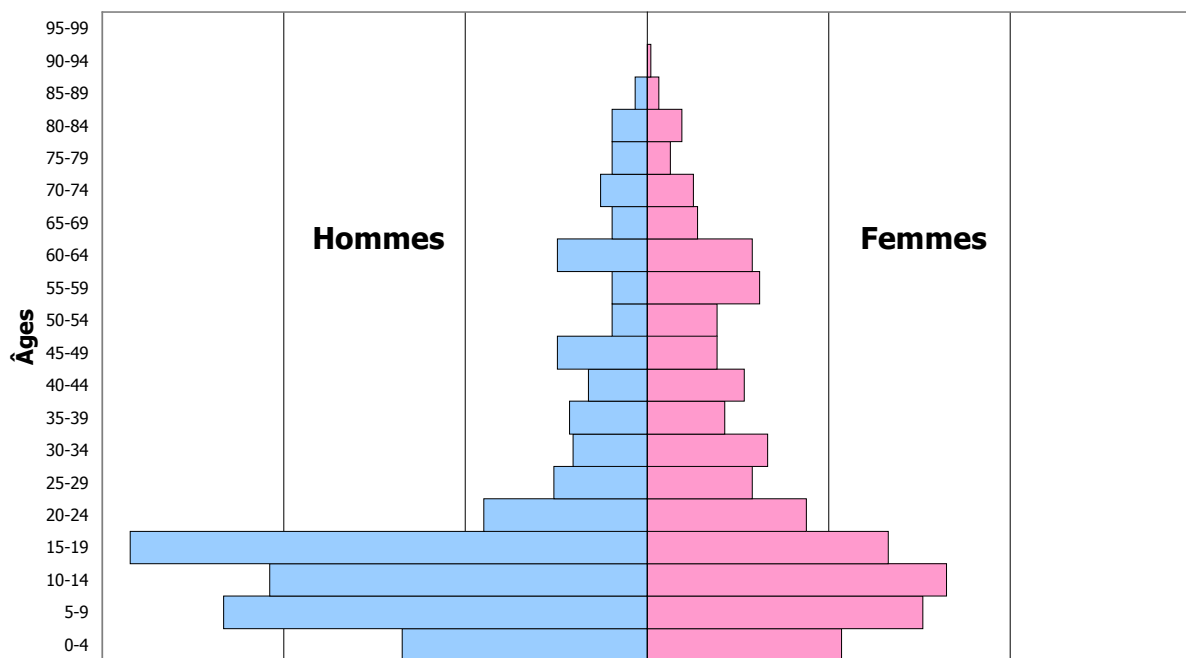
Figure 1 Pyramide des âges de Kibanco, Koukouba & Lansanaya réunis.

- Le cas de Victoria se distingue significativement des 3 autres villages. En effet, Victoria est caractérisée par un rapport de masculinité supérieur à 100 contrairement à Kibanco, Koukouba et Lansanaya. Cette plus forte représentation de la population masculine résulte de phénomènes migratoires spécifiques.

Victoria présente une immigration essentiellement jeune et masculine. 42,6% des immigrants de sexe masculin viennent pour les études. La présence d'infrastructures scolaires, en particulier la présence du seul collège de la sous-préfecture, modifie fortement la structure par âge et par sexe de la population et induit une immigration d'hommes en âge d'aller à l'école (moins de 25 ans).

D'autre part, le déficit à 25-54 ans correspond à une émigration masculine aux âges actifs pour la recherche d'emploi en milieu urbain (Conakry, Kamsar, Boké). Ils sont nombreux à quitter le village aux âges où ils sont les plus susceptibles de se marier.

Au final, l'immigration masculine entre 5 et 20 ans compense largement les départs observés entre 25 et 55 ans et induit de fait un rapport de masculinité supérieur à cent.

Figure 2 Pyramide des âges de Victoria**Tableau 4** Mouvements migratoires

| | Victoria | Kibanco | Koukouba | Lansanaya | Ensemble |
|---|----------|---------|----------|-----------|----------|
| Emigrants pour 100 personnes présentes | 31,9 | 18,7 | 9,4 | 14,1 | 18,5 |
| Pourcentage des immigrants (pop de référence) | 29,5 | 36,2 | 10,6 | 26 | 25,6 |
| solde migratoire (effectif) | -7 | 146 | 21 | 184 | 44 |

À Kibanco, Koukouba et Lansanaya, les courants migratoires, bien nettement moins intensifs que ceux de Victoria dessinent aussi la forme de la pyramide, à côté de la natalité et de la mortalité.

Dans l'ensemble, le solde migratoire est positif. Les immigrants sont plus nombreux que les émigrants alors que l'on observe le phénomène inverse à Victoria. L'enclavement plus ou moins prononcé des villages, ainsi que leurs dynamiques économiques propres influencent largement les soldes migratoires. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette thématique dans la partie III.

2.2 Le rapport de dépendance

La jeunesse de la population ressort également à travers le rapport de dépendance. D'une manière générale, cet indicateur révèle la pression que la population exerce sur les ressources, pression qui est cohérente avec la jeunesse de la population et les importants mouvements migratoires. Cet indicateur est calculé en rapportant la population inactive (les 0-14 ans et les 60 ans et plus) à la population active (les 15-59 ans).

Par rapport à la définition classique du rapport de dépendance, nous avons apporté deux modifications pour tenir compte du contexte villageois :

- Tout d'abord, nous avons élevé la limite supérieure de la population active : 70 et plus au lieu de 60 ans car dans les milieux ruraux, les hommes et les femmes travaillent parfois avant 15 ans et souvent après 60 ans, en l'absence de scolarisation et de système de retraites. Le rapport moyen de dépendance des villages de Kibanco, Koukouba et Lansanaya indique qu'il y a 102 inactifs pour 100 actifs.
- D'autre part, pour obtenir un indice plus pertinent, nous avons choisi dans le cas spécifique de Victoria, où la présence de collégiens entre 15 et 20 ans est importante, d'intégrer cette classe d'âge concernant la population masculine parmi la population inactive. La proportion de filles scolarisées entre 15 et 20 ans est en effet quasiment négligeable, et cette correction n'est pas utile. On obtient alors à Victoria un rapport de dépendance de 150 inactifs pour 100 actifs, rapport nettement supérieur à ceux des autres villages.

Revenons aux caractéristiques démographiques qui figurent au tableau 3.

Le fait le plus marquant est la jeunesse de la population, comme le montre les âges médians et les pyramide des âges : dans les villages de Kibanco, Koukouba et Lansanaya, la moitié de la population de référence a moins de 16,7 ans. Les femmes présentent un âge médian plus élevé que les hommes (18 contre 15 ans), du à une sur-représentation féminine aux âges actifs. A Lansanaya, où l'âge médian est le plus faible (15,7 ans), les trois premières classes d'âges (0-14 ans) représentent près de 47,4 % de la population aussi bien féminine que masculine.

3. Répartition ethnique : une donnée clef par rapport à l'émergence de modèles de survie

La dernière caractéristique démographique est la répartition par ethnie. Sur les quatre villages, les trois ethnies les plus représentées sont les Nalou, les Diakanké et les Peul. Cependant il faut noter l'existence d'une ou deux ethnies dominantes selon les villages. Par exemple, les Nalou sont majoritairement représentés dans le village de Koukouba, alors qu'à Lansanaya, ce sont les Diakanké qui s'imposent et à Kibanco, Peul et Nalou sont représentés de manière équivalente. Toutefois, Victoria est un cas atypique car elle présente un large panel d'ethnies et n'est pas caractérisée par une ethnie à proprement dite dominante.

Les spécificités ethniques seront abordées plus précisément au cours des deux prochaines tables rondes. Les différents groupes ethniques sont-ils frappés de manière identique par la pauvreté ? Développent-ils des comportements similaires ou au contraire spécifiques face à la pauvreté ?

4. Structures familiales, nuptialité et fécondité

En plus des caractéristiques démographiques fondamentales, les données quantitatives sont relatives aux familles, à la nuptialité et à la fécondité.

4.1 Nombre de personnes par ménage

En moyenne, on dénombre 12,3 personnes par ménage, avec de fortes variations : de 9,9 à Kibanco à 16,4 à Lansanaya.

Le nombre de personnes par famille dépend de trois facteurs essentiels :

- la fécondité (qui représente la descendance directe du chef de famille)
- le type de structure familiale (le noyau biologique du chef de famille peut être élargi par la cohabitation avec des collatéraux ou des personnes non apparentées)
- l'état matrimonial de la personne de référence : la taille de la famille d'un chef de famille polygame sera évidemment plus nombreuse que celle d'un monogame.

Pour apprécier l'importance de ces trois facteurs et les différences entre les villages, des analyses approfondies sont nécessaires, et elles dépassent le cadre de cette restitution provisoire. Notons seulement que dans le cas de Lansanaya, la fécondité contribue sans doute en même temps que la pratique du confiage et la présence d'écoles coraniques, à la taille plus grande des familles : le nombre d'enfants nés vivants par homme parmi ceux ayant au moins un enfant (7,4) est en effet supérieur à celui observé dans les trois autres villages variant entre 5 et 6. Il faut noter aussi que les Diakanké plus fortement représentés à Lansanaya ont en générale une fécondité plus élevée que les autres ethnies.

4.2 Statut matrimonial

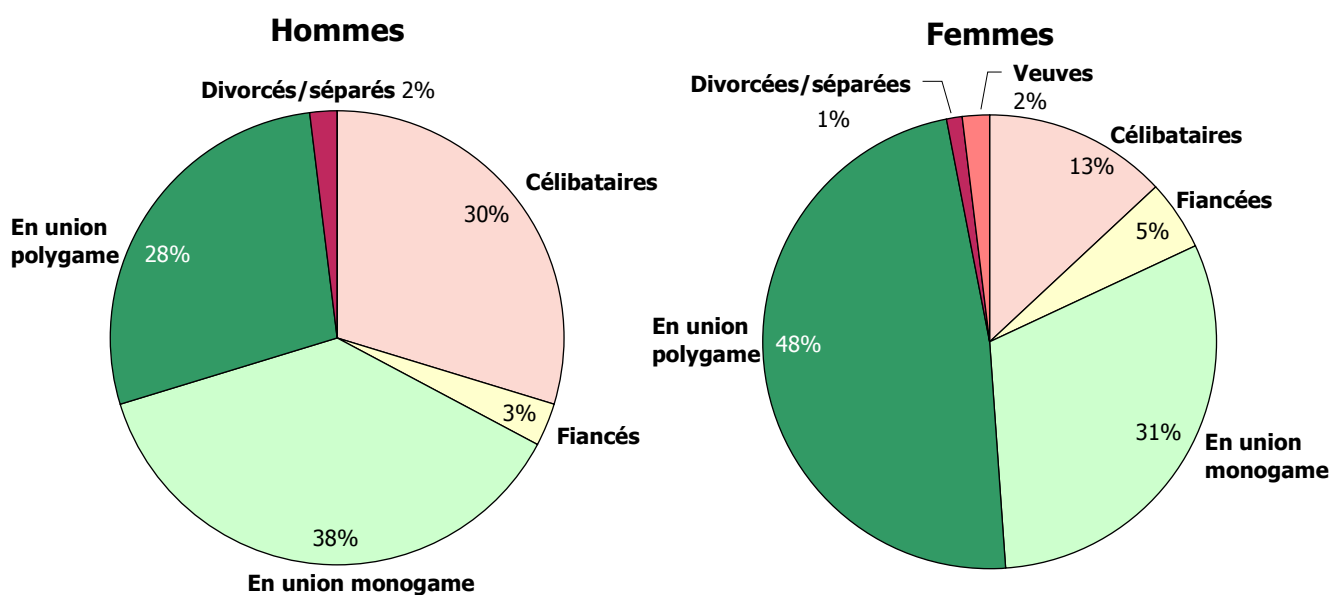
Le Tableau 5 présente une typologie classique des états matrimoniaux. On note une forte proportion de célibataires, due à la jeunesse de la population. En ce qui concerne les types d'union, d'un côté les hommes sont majoritairement monogames tandis que les femmes sont plutôt en union polygamique. Cette répartition se retrouve uniformément selon les villages. L'âge moyen au premier mariage des hommes étant de 28 ans, une grande majorité de ces derniers est encore susceptible de rentrer dans une union polygame. Un des facteurs explicatifs des types d'union est la religion, puisque seul l'Islam autorise officiellement la polygamie.

Tableau 5 Typologie des états matrimoniaux.

| État matrimonial actuel par sexe (%) | Victoria | | Kibanco | | Koukouba | | Lansanaya | | Ensemble | |
|---|----------|------|---------|------|----------|------|-----------|------|----------|------|
| | H | F | H | F | H | F | H | F | H | F |
| Célibataires | 30 | 21 | 31 | 12 | 21 | 7 | 36 | 12 | 30 | 13 |
| Fiancé(e)s | 2 | 3 | 4 | 4 | - | 4 | 4 | 9 | 3 | 5 |
| En union monogame | 42 | 32 | 38 | 38 | 44 | 32 | 29 | 20 | 38 | 31 |
| En union polygame | 23 | 39 | 23 | 43 | 33 | 56 | 31 | 54 | 28 | 48 |
| Divorcé(e)s / Séparé(e)s | 3 | 3 | 4 | - | 1 | 1 | - | 1 | 2 | 1 |
| Veuf(ve)s | - | 2 | - | 3 | - | - | - | 4 | - | 2 |
| TOTAL | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Âge moyen au 1 ^{er} mariage | 28,0 | 17,6 | 27,2 | 16,8 | 27,2 | 18,2 | 28,7 | 17,9 | 27,8 | 17,6 |

Il s'agit des femmes âgées de 15 à 69 ans et des hommes de 18 à 69 ans.

Les célibataires, les divorcés, les séparés et les veufs ne sont pas actuellement en union.



Les faibles proportions d'hommes seuls (majoritairement divorcés) s'expliquent également par la polygamie. Un homme polygame qui divorce d'une de ses femmes reste de toute manière polygame ou monogame selon le nombre d'épouses dont il dispose.

Chez les femmes, les personnes seules sont également peu représentées, en partie parce que les veuves se remarient sous forme de lévirat (règle obligeant une femme à se remarier avec le frère de son conjoint décédé). Ce qui est vrai du veuvage l'est aussi du divorce : comme la femme doit toujours être sous la tutelle d'un homme, les femmes divorcées sont rapidement remariées. Le divorce est sûrement plus fréquent que ne le donne à penser la faible proportion de femmes divorcées dénombrées au moment précis de l'enquête.

La question est de savoir quelles sont les conséquences de l'instabilité de la nuptialité sur le niveau de vie des femmes : entraîne-t-elle pour elles des difficultés d'ordre économique qui retentissent par exemple sur leur santé (relations sexuelles à risque) ou encore leur autonomie, et par contrecoup la réalisation de leurs projets personnels ? L'analyse de la vie

matrimoniale des hommes et des femmes à partir des questionnaires individuels permettra de mesurer l'ampleur exacte de l'instabilité de la nuptialité.

4.3 Fécondité

En ce qui concerne la fécondité, le Tableau 6 indique le nombre moyen d'enfants vivants par femme et par homme parmi ceux ayant eu au moins un enfant. Une analyse plus poussée permettra d'estimer la descendance finale des femmes en fin de vie féconde.

Tableau 6 Fécondité des hommes et des femmes.

| | Victoria | Kibanco | Koukouba | Lansanaya | Ensemble |
|------------------------------------|-----------------|----------------|-----------------|------------------|-----------------|
| Hommes | | | | | |
| Nombre moyen d'enfants nés vivants | 6,1 | 5,4 | 5,6 | 7,4 | 6,0 |
| Nombre moyens d'enfants vivants | 5,3 | 4,6 | 4,0 | 6,0 | 4,9 |
| Femmes | | | | | |
| Nombre moyen d'enfants nés vivants | 5,4 | 4,8 | 4,9 | 5,0 | 5,0 |
| Nombre moyens d'enfants vivants | 4,2 | 3,6 | 3,7 | 3,8 | 3,8 |

Parmi les hommes et les femmes ayant eu au moins un enfant.

D'une manière générale, les femmes ont en moyenne 5 enfants nés vivants. On observe peu de différence entre les villages. Le nombre moyen d'enfants vivants est de 3,8 enfants, révélateur d'une mortalité infanto-juvénile élevée. Par contre, les hommes ont en moyenne 6 enfants nés vivants et ils ont actuellement 4,9 enfants vivants. Étant donné la pratique de la polygamie, on aurait pu s'attendre à un écart beaucoup plus élevé entre les hommes et les femmes. Il faut prendre en considération le fait que la population étudiée est majoritairement célibataire ou monogame.

Enfin les travaux des démographes ont révélé l'ampleur de la pratique du confiage d'enfants en Afrique de l'Ouest. Dans les quatre villages, ces enfants représentent 15 % de l'effectif des concessions. Il y a cependant des différences de pratiques qui peuvent s'expliquer par des critères ethniques car à Koukouba, majoritairement Peul, la pratique du confiage est quasiment inexistant : ces familles semblent adopter le plus souvent le type de ménage nucléaire.

Le confiage s'explique par toute une série de facteurs qui peuvent d'ailleurs se superposer :

- don d'enfants dans le cadre des solidarités familiales (en cas de stérilité ou de mortalité infantile),
- scolarisation,
- contribution à la main-d'œuvre de la famille,
- placement dans les écoles coraniques,
- placement en apprentissage.

5. Contextualiser les données démographiques

L'ensemble de ces résultats est donc une photographie des quatre villages en milieu rural à un moment donné. Un des résultats majeurs de l'enquête est l'ampleur des migrations. A l'évidence celles-ci sont une des trois composantes de la croissance démographique, mais elles sont surtout une conséquence directe des stratégies des populations face à la pauvreté. C'est dire qu'il est indispensable de *contextualiser* l'analyse démographique, en particulier dans la perspective de la pauvreté en montrant comment les comportements s'analysent en terme de réponses démographiques.

III. ÉCONOMIE & ENVIRONNEMENT

La réponse à la pauvreté se réalise dans l'interdépendance des phénomènes. Ainsi dans un contexte de pauvreté à chaque milieu correspond une réponse. Le milieu est défini par son environnement naturel, son histoire de peuplement, son organisation économique, sociale et culturelle. Les différents caractères forment un ensemble dans lequel la population essaie de s'en sortir en mettant en œuvre des logiques et des stratégies économiques. Elle subit l'environnement et participe à son changement. Nous allons mettre en évidence ces logiques et ces stratégies dans un environnement déterminé, celui de la sous-préfecture de Kanfarandé.

1. Des logiques économiques différenciées

L'observation de l'organisation économique de la population étudiée révèle deux logiques que nous allons expliciter :

- Logique ethnique
- Logique de peuplement

1.1 Des logiques ethniques productrices de comportements économiques spécifiques

a. Un modèle de dépendance (Nalou/Peul)

Les deux populations précédemment citées vivent dans les mêmes milieux, exploitent les mêmes ressources, mais développent un rapport différent à l'économie. En effet, les Nalou sont enfermés dans une économie d'autosubsistance, l'objectif principal est de nourrir leur famille jusqu'à la prochaine récolte. Les activités complémentaires, la pêche pour les hommes et l'extraction d'huile pour les femmes, sont essentiellement réalisées pour combler les déficits de la production rizicole pendant la période de soudure. Les objectifs économiques sont donc pensés à très court terme.

A l'opposé, les Peul développent une vision à long terme qui se traduit par une volonté d'épargne et de maximisation des investissements. Cette épargne est rendue possible par une plus grande diversification des activités économiques et par le fait que ces activités (commerce, élevage, culture de rente) sont davantage rémunératrices que la riziculture.

Les Nalou dépourvus d'épargne sont dans l'impossibilité de faire face à des dépenses imprévues (santé, décès) et sont donc contraints d'emprunter soit de l'argent, soit du riz aux Peul. A ces difficultés ponctuelles s'ajoute l'endettement chronique au moment de la soudure. Les Nalou deviennent donc de plus en plus dépendants des Peul. Le remboursement des prêts s'effectue en nature au moment des récoltes, et ceci au détriment

des Nalou : par exemple, ils sont contraints de vendre l'estagnon de riz aux Peul à 1500 FG, alors que son coût réel est de 3000 FG. De même, les Nalou se voient obligés de vendre leur production de coco, de Kola et de bananes aux Peul qui eux, à leur tour, exportent ces productions et en tirent des bénéfices conséquents. Les Nalou sont conscients de cette dépendance mais ils ne voient pas comment la rompre. La conséquence de ce rapport de dépendance économique est, tandis que les Peul sont dans un cycle d'enrichissement, les Nalou, eux sont dans un cycle de paupérisation.

b. Un modèle d'autarcie

Les Diakanké à Kamkasta dans le secteur de Lansanaya centre ont, de leur côté, développé un autre modèle. Cette population contrairement à d'autres, privilégie une culture de rente, l'arachide ; le riz n'est qu'une activité complémentaire. Mais, en réalité, leurs principaux revenus proviennent des transferts d'argent réalisés par les migrants urbains et internationaux, d'autant plus que l'émigration internationale est tournée vers l'Europe et est donc largement rémunératrice.

L'importance des transferts se traduit par un niveau de vie relativement élevé, et un niveau d'équipements supérieur aux autres groupes :

- groupes électrogènes
- motos
- télévisions
- téléphones mobiles
- un habitat de grande qualité (béton, carrelage, vitre aux fenêtres).

Les transferts monétaires évitent aux Diakanké de faire appel à une aide extérieure (associative ou communautaire) et donc de développer un système autarcique. La conséquence de cette autonomie est un fonctionnement économique en circuit presque fermé avec peu d'échanges avec d'autres groupes, une fermeture sociale, culturelle, matrimoniale et religieuse. Par exemple, ces Diakanké ont créé leur propre émission de radio qui est uniquement diffusée dans leur secteur.

Le modèle Diakanké se rapproche du modèle Peul dans la mesure où la stratégie de réussite est clairement affirmée, mais jusqu'à présent les autres groupes ethniques ne sont pas dans un rapport de dépendance avec les Diakanké.

1.2 Une logique de peuplement fondatrice d'inégalités sociales

L'histoire de la création et du peuplement des villages a produit une hiérarchisation sociale. En effet, les descendants des fondateurs des villages se sont appropriés de très grandes superficies dans les zones les plus fertiles (mangrove). Ils refusent de vendre ou de prêter les terres dont ils disposent mais qu'ils ne cultivent pas. Cette volonté d'éviter l'émiettement des parcelles s'explique par trois raisons :

- les propriétaires savent que s'ils prêtent des terres, ils auront de grandes difficultés pour les récupérer ;
- ils préfèrent garder leurs terres pour leur descendance ;
- ou encore en prévision du retour des membres de la famille partis en migration.

Ainsi, les grands propriétaires terriens évitent l'éclatement du patrimoine foncier. A l'inverse, les immigrants rencontrent énormément de difficultés pour accéder à la terre dans la mangrove et ils doivent se contenter de petites bandes de terres qui ne permettent pas toujours de satisfaire les besoins alimentaires de leur famille.

Cette logique de peuplement débouche aujourd'hui sur une hiérarchisation qui n'est plus seulement sociale, mais aussi économique où les descendants des familles les plus anciennes occupent les positions les plus élevées. D'ailleurs, au moment de la soudure, les plus pauvres s'adressent à eux afin d'obtenir du riz ou des semences qu'ils rembourseront ultérieurement au double de leur valeur.

Les interactions entre les activités économiques et le milieu naturel sont médiatisées de manière spécifique par chaque société présente dans la sous-préfecture de Kanfarandé, en fonction de la culture, des valeurs et des stratégies dont elles sont porteuses.

2. Les freins au développement économique

Nous venons de voir que certains groupes de population sont dans une position économique favorisée alors que d'autres sont en situation de précarité. Nous allons maintenant nous attarder sur les facteurs qui réduisent la marge de manœuvre des populations quant à l'accroissement des rendements et de la productivité.

2.1 Les contraintes environnementales

La salinisation et les dommages causés par les animaux sauvages ou domestiques constituent les deux principaux freins écologiques au développement économique et agricole.

a. La salinisation des terres

La salinisation des terres en bordure de mangrove pose un problème majeur. Elle rend difficile la mise en valeur des terres car il faut construire des digues (200 000 FG pour un hectare) et pendant les trois années qui suivent, le paysan doit passer du temps dans ce champ pour réduire la teneur en sel de la terre. Durant cette période il lui est impossible de tirer le moindre profit de ces parcelles.

Une fois la terre devenue productive, le riziculteur doit veiller en permanence à l'entretien des digues pour éviter que les fuites d'eau salée endommagent les cultures. Les riziculteurs qui ne disposent pas de moyens suffisants pour réaliser la mise en valeur de ces champs de mangrove, sont contraints d'aller cultiver en plaine où les terres sont moins fertiles et où ils dépendent de la pluviométrie.

b. Les déprédations des animaux

Les agriculteurs sont également victimes des dégradations occasionnées par les animaux sauvages ou domestiques. Par exemple, les paysans se plaignent que : les crabes coupent les tiges de riz, les oiseaux dévorent les graines, les bœufs saccagent les cultures, les agoutis s'attaquent au manioc et aux patates douces et les singes à l'arachide. La population considère ces dégradations comme catastrophiques mais elle ne dispose pas de moyens efficaces pour y faire face, par exemple, la construction de clôtures est trop onéreuse. Les hommes et les animaux sont donc deux espèces vivant en concurrence sur ce territoire. Donc l'occupation ou l'aménagement du territoire ne peut se faire qu'au détriment de l'une ou de l'autre espèce.

2.2 Les actions de l'homme sur l'environnement

Les contraintes de l'environnement naturel sont des freins au développement et à l'augmentation de la productivité de l'homme. Mais celui-ci peut avoir également une responsabilité par son action sur l'environnement. Ses actions ne sont pas les fruits d'une volonté destructrice mais une réponse au milieu.

a. La déforestation de la mangrove

L'abattage des arbres réduit la pluviométrie car il y a moins d'évaporation. Par conséquent les cultures sont moins arrosées. Dans les bras de mer, la coupe des palétuviers réduit la fraîcheur de l'eau et la rend plus boueuse, ce qui provoque l'éloignement des poissons. De plus, l'effritement des berges rend de plus en plus difficile la pêche à pied rendant nécessaire l'utilisation d'une pirogue, ce qui n'est pas à la portée de tout le monde. La déforestation a donc une influence négative sur les pratiques de la pêche en les rendant plus chères. Les pratiques de déforestation s'expliquent par le ramassage du bois de cuisine (pratique tolérée) et par la coupe de bois de construction.

La déforestation n'est pas seulement le fait des autochtones. Par exemple, à Kanfarandé, des habitants de Kamsar viennent couper ces arbres pour le commerce du bois. De même, les agriculteurs de Lansanaya, pour augmenter leurs revenus, cultivent chez eux le riz dans la mangrove mais se déplacent aussi sur le plateau de Kibanco pour défricher des terres pour la culture de l'arachide.

b. La surexploitation des ressources halieutiques

Face à la paupérisation et en réponse à la crise agricole, les familles diversifient leurs activités économiques et par conséquent elles sont de plus en plus nombreuses à pratiquer la pêche. On assiste donc à une intensification de la pêche par les populations locales à laquelle s'ajoute la pression exercée par les chalutiers coréens. La contrainte sur l'environnement agricole entraîne une contrainte sur l'environnement halieutique. Ces deux sous-environnements sont interdépendants, par conséquent, la mise en place de programmes de développement doit être conçue de manière à produire un équilibre entre ces deux sous-ensembles.

c. La culture sur brûlis

On observe une pratique inégale du brûlis dans la sous-préfecture de Kanfarandé. Elle est surtout pratiquée dans les districts de Kibanco et Lansanaya afin d'y développer la culture de l'arachide. Dans l'ensemble des secteurs étudiés, la population a majoritairement conscience de l'effet négatif de cette pratique sur le sol. Selon eux, cela « gâte le sol », d'autant plus que comme les paysans ne maîtrisent pas la technique du brûlis, ils brûlent toujours plus de superficies qu'ils n'en ont besoin. De surcroît, ils déclenchent parfois des feux de brousse. Les villageois affirment savoir que cette pratique nuit à l'environnement mais aucune autre solution ne s'offre à eux.

d. Pollutions dues aux activités industrielles de Kamsar

D'après les populations de la sous-préfecture l'extraction de la Bauxite par la CBG (Compagnie de Bauxite de Guinée) et le dragage du port pour permettre l'accès des cargos venant charger la bauxite entraîne de façon spectaculaire une augmentation de la boue dans les bras de mer.

Selon les personnes interrogées ceci a des conséquences négatives sur les populations locales :

- la dégradation des digues rend difficile l'accès aux ports villageois,
- les poissons s'éloignent des côtes ce qui rend la pratique de la pêche à pied plus difficile,
- la disparition progressive des crustacés.

La population de la sous-préfecture de Kanfarandé, ne perçoit que les aspects négatifs de la production de la bauxite. Elle ne voit pas les retombées positives. En effet les créations d'emplois à Kamsar ne concernent qu'un nombre limité de personnes à Kanfarandé. De plus, ces emplois paraissent être inaccessibles à la majorité. On entend souvent dire que pour « entrer à la CBG, il faut y connaître quelqu'un ».

2.3 Contraintes culturelles et pression sociale

Dans un contexte de pauvreté, où les ressources financières sont limitées, les choix des dépenses sont révélateurs des valeurs culturelles des populations observées. Comme nous allons le voir, la rationalité économique n'est pas toujours première, elle peut être supplantée par une logique socioculturelle.

Par exemple à Koukouba, les maigres ressources financières des familles Nalou sont dilapidées à l'occasion de cérémonies religieuses et traditionnelles comme les décès sous la pression sociale. Nul ne conçoit d'échapper à ces rituels. De leur côté, les Diakanké de

Kamkasta valorisent le confort et l'apparence de leur habitat au détriment d'investissements agricoles ou commerciaux.

Ces dépenses ostentatoires démontrent que l'aspect socioculturel n'est pas à négliger dans l'étude des mécanismes d'appauvrissement. Les individus soumis à la pression sociale ou religieuse ne sont pas totalement maître de leurs décisions.

Au niveau communautaire, dans les secteurs étudiés les solidarités villageoises reposent plus sur des logiques sociales qu'économiques. S'il existe des formes d'entraide pour les travaux des champs ou les tâches domestiques, aucune association ou coopérative n'ont été créés par les villageois pour réduire les facteurs d'appauvrissement. Il existe une forte cohésion sociale mais pas de dynamique organisationnelle, car chacun est enfermé dans une logique d'autosubsistance familiale. La conséquence directe de cet individualisme économique est que les projets de développement ne résultent pas d'initiatives locales mais ils sont fréquemment initiés par des intervenants extérieurs.

2.4 Le manque de moyens économiques

Au niveau individuel, les hommes comme les femmes essaient d'accroître leurs revenus mais ils se heurtent à des difficultés majeures :

- Les femmes sont dépendantes de la main-d'œuvre masculine. Si elles avaient plus de moyens financiers, elles pourraient embaucher des hommes afin de défricher des champs qu'elles cultiveraient en plus de ceux que leurs maris leur ont défrichés. Ainsi, disposant de davantage de terres, elles pourraient accroître leurs revenus en écoulant leur production agricole ;
- Les hommes, quant à eux, manquent de matériel agricole et de pêche, ainsi que d'engrais qui leur permettraient d'augmenter leur production et donc leurs revenus.

Au niveau communautaire, le manque de moyens entrave à la fois l'aménagement de la plaine qui permettrait une augmentation des superficies cultivables, et la construction de routes qui désenclaveraient les villages et faciliteraient ainsi les échanges commerciaux.

Même si la population paraît soumise à de nombreuses contraintes tant environnementales que sociales, la préfecture de Kanfarandé se trouve cependant dans une position qui peut se révéler stratégique à moyen terme. En effet, le milieu et le climat permettent une agriculture diversifiée : riz, manioc, arachide, fruits (oranges, bananes, coco, pamplemousses, etc.), production d'huile de palme. Les ressources halieutiques constituent également une source de richesse, à condition qu'elles soient bien gérées. Tout le problème de la préfecture de Kanfarandé réside dans la gestion de ses ressources à moyen terme (bois, terre, poisson). Il faut trouver un équilibre qui permette la conservation des richesses naturelles, qui constituent une source de revenus pour les populations actuelles, mais aussi

pour leurs enfants, et l'activité économique afin que les populations puissent survivre. La recherche de cet équilibre implique une connaissance fine des pratiques et des besoins des populations, mais aussi, une connaissance approfondie du biotope. Cet objectif de préservation de la nature et de l'élévation du niveau de vie implique un renforcement des partenariats entre les différents acteurs : population, ONG, associations. Toute action doit être négociée entre les différents acteurs. Cela implique également une approche réellement interdisciplinaire entre les sciences sociales et les sciences de la nature au service des questions de développement.

Forte de ces atouts, la sous-préfecture de Kanfarandé pourrait être une plaque tournante dans les échanges économiques régionaux avec le Sénégal et la Guinée Bissau. En attendant, les villageois essaient de trouver des solutions alternatives ou complémentaires, une de ces solutions réside dans les stratégies migratoires. L'émigration, cependant a de multiples facettes, comme le révèle la diversité des stratégies.

3. L'émigration comme stratégie économique

Le manque de moyens financiers, donc l'impossibilité d'investir afin d'augmenter les rendements, pousse les populations à rechercher des solutions à l'extérieur de la sous-préfecture. Ainsi, la décision de migrer peut être prise au niveau individuel ou familial. Le départ peut constituer l'aboutissement d'un projet longuement mûri ou au contraire l'exploitation d'une opportunité qui s'est présentée. Les stratégies peuvent être à court, moyen et long terme selon les lieux et les causes de la migration, comme nous allons le montrer avant d'analyser le rôle de l'émigration dans le développement local.

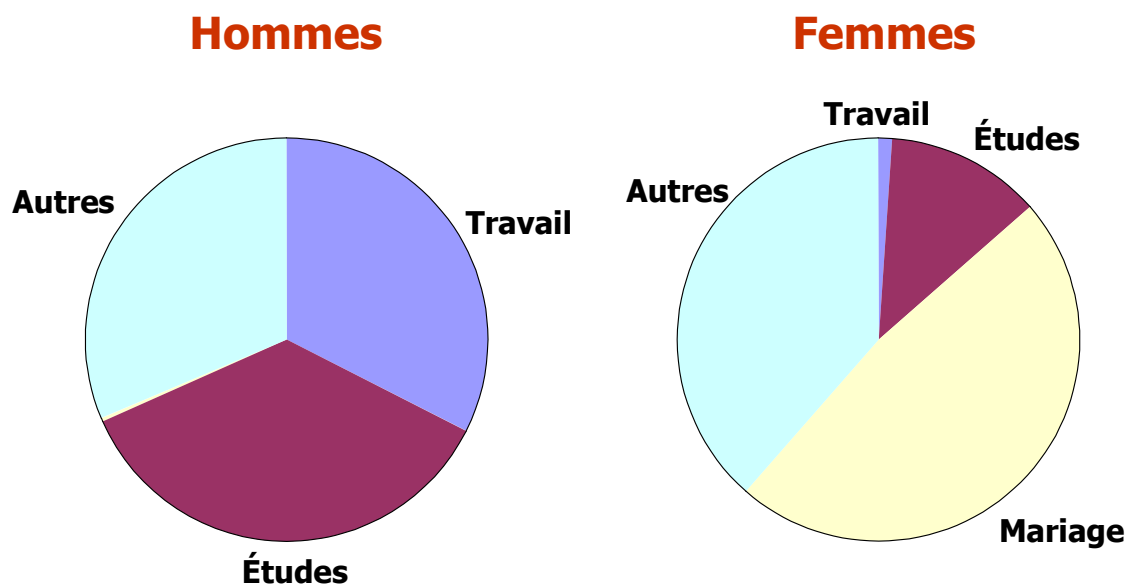
3.1 Les causes d'émigration

Dans la sous-préfecture de Kanfarandé, la principale cause de départ pour les femmes est le mariage. Cependant, l'importance de ce motif est variable. Par exemple, à Koukouba, il ne représente que 30 % de la population féminine migrante alors que dans les autres villages, une femme sur deux part pour cette raison. La spécificité de Koukouba peut s'expliquer par une forte endogamie ethnique et géographique. En effet, les femmes Nalou se marient de préférence dans Koukouba centre ou dans les autres secteurs Nalou du district.

Pour la population masculine, les causes de migration sont plus diversifiées, mais le travail et les études constituent les deux principaux motifs de départ, à l'exception de Kibanco. Dans ce village, le confiage l'emporte sur le travail. En effet près d'un quart de la population masculine émigrante quitte le village pour cette raison.

Tableau 7 Les causes d'émigration

| Causes | Victoria | | Kibanco | | Koukouba | | Lansanaya | | Ensemble | |
|-----------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|-------------|
| | H | F | H | F | H | F | H | F | H | F |
| Travail | 38,5 | 2,9 | 21,5 | - | 16,9 | - | 53,6 | 1,5 | 32,6 | 1,1 |
| Études | 41,3 | 18,6 | 29,8 | 3,8 | 44,9 | 18,7 | 27,7 | 9,2 | 35,9 | 12,6 |
| École coranique | 1,3 | - | 9,4 | - | 8,5 | - | 3,6 | - | 5,7 | 0,0 |
| Confiance | 8,2 | 22,9 | 29,4 | 20,8 | 13,5 | 24,4 | 11,6 | 12,4 | 15,7 | 20,1 |
| Regroupement familial | 0,6 | 2,9 | 2,9 | 7,5 | - | 9,8 | 1,7 | 23,1 | 1,3 | 10,8 |
| Mariage | - | 51,7 | - | 58,5 | - | 30,5 | 0,7 | 50,8 | 0,2 | 47,9 |
| Santé | 0,6 | 1 | - | - | - | 6,7 | 0,8 | 2 | 0,4 | 2,4 |
| Autres | 9,5 | - | 7 | 9,4 | 16,2 | 10,8 | 0,3 | 1 | 8,3 | 5,3 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| <i>Effectifs</i> | <i>158</i> | <i>209</i> | <i>71</i> | <i>50</i> | <i>72</i> | <i>46</i> | <i>122</i> | <i>69</i> | 423 | 374 |

Figure 3 Les causes d'émigration

Le secteur de Lansanaya centre se distingue par une plus forte proportion de migrants partis pour le travail (53,6 %). Cela s'explique par la coexistence de deux types de migration de travail : l'un vers les centres urbains et l'autre orienté vers l'étranger, principalement vers l'Europe.

Les différentes causes d'émigration sont déterminées par le contexte social, économique, environnemental, administratif et la disponibilité d'infrastructures sanitaires et scolaires dans les villages. Les causes varient d'un village à l'autre parce que le contexte et les contraintes n'y sont pas les mêmes, d'où une grande diversité des lieux d'émigration. En effet, c'est le motif du départ qui détermine le plus fréquemment le lieu de destination.

3.2 Les lieux d'émigration

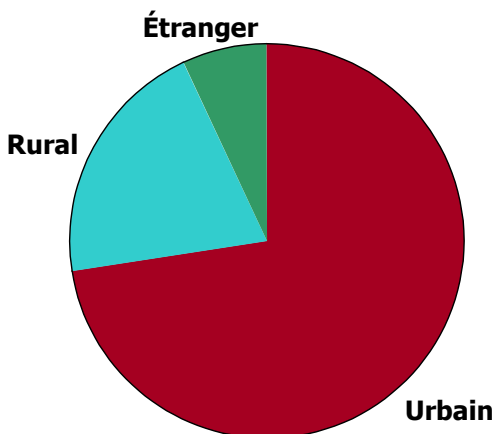
Comme pour les causes d'émigration, les lieux de destination ne sont pas identiques selon les villages.

Tableau 8 Les lieux d'émigration

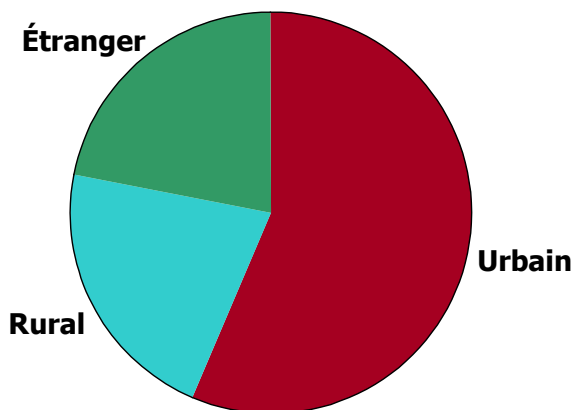
| Lieux | Victoria | | Kibanco | | Koukouba | | Lansanaya | | Ensemble | |
|-----------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|-------------|
| | H | F | H | F | H | F | H | F | H | F |
| Conakry | 48,7 | 41,9 | 24,0 | 18,0 | 25,7 | 17,5 | 42,1 | 25,0 | 35,1 | 25,6 |
| Urbain | 34,6 | 27,2 | 25,0 | 22,0 | 43,1 | 51,7 | 22,3 | 22,1 | 31,3 | 30,8 |
| Rural | 7,7 | 16,7 | 24,0 | 24,0 | 21,7 | 13,1 | 5,9 | 23,5 | 14,8 | 19,3 |
| Sous-préfecture | 1,3 | 7,8 | 15,0 | 36,0 | 4,2 | 8,9 | - | 13,2 | 5,1 | 16,5 |
| Étranger | 7,7 | 6,4 | 12,0 | - | 5,3 | 8,8 | 28,9 | 14,7 | 13,5 | 7,5 |
| NSP | - | - | - | - | - | - | 0,8 | 1,5 | 0,2 | 0,4 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| <i>Effectif</i> | <i>158</i> | <i>209</i> | <i>71</i> | <i>50</i> | <i>72</i> | <i>46</i> | <i>122</i> | <i>69</i> | <i>423</i> | <i>374</i> |

Figure 4 Les lieux d'émigration

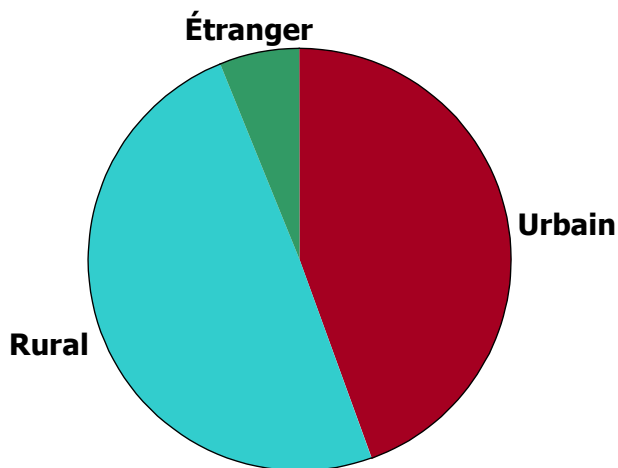
Victoria & Koukouba



Lansanaya



Kibanco



A Victoria et à Koukouba on ne distingue pas de différences majeures entre les hommes et femmes en ce qui concerne les lieux d'émigration. Les deux sexes privilégient les centres urbains, Conakry ou les autres villes. Ainsi, 83 % des hommes de Victoria et 69 % de ceux de Koukouba émigrent vers les villes. Chez les femmes, l'émigration urbaine représente près de 70 % des mouvements migratoires dans ces deux villages.

Si à Lansanaya les zones urbaines sont le premier lieu de destination pour les hommes (66 %) et attirent plus de la moitié des femmes migrantes, ce village se distingue fortement des autres car plus d'un quart des hommes et près de 15 % des femmes partent à l'étranger. Les hommes partent à la recherche d'un emploi, vont « chercher de l'argent » selon l'expression locale, alors que les femmes se déplacent dans une logique de regroupement familial.

Kibanco se caractérise par l'importance des migrations rurales et par la mobilité à l'intérieur de la sous-préfecture. C'est le seul village où le milieu rural est plus attractif que le milieu urbain (40 % des hommes et 60 % des femmes). Cette situation s'explique par la localisation géographique de Kibanco, au carrefour des différents districts étudiés, et par la présence du plus grand marché de la sous-préfecture, ce qui favorise les échanges économiques avec les zones rurales environnantes.

Si les villages appartiennent à la même sous-préfecture, les activités économiques spécifiques orientent leurs populations vers un espace particulier. Les causes et les lieux de migration sont des réponses qui dépendent du contexte de chaque village dans une perspective de stratégie économique.

3.3 Rôle de l'émigration dans le développement local

a. Les migrants de retour

L'émigration ne signifie pas une rupture définitive avec le village d'origine. Les liens restent forts entre les migrants et leur famille. L'attachement familial, les fêtes religieuses ou encore les décès, les difficultés de trouver un emploi en milieu urbain sont autant de facteurs qui provoquent le retour au village. Ces retours sont à prendre en considération dans les changements sociaux, culturels et économiques dans la sous-préfecture de Kanfarandé.

Classiquement, dans les études relatives aux migrations, on considère les migrants de retour, surtout ce qui reviennent du milieu urbain, comme des agents de développement car ils introduisent de nouveaux comportements. En fait, la situation n'est pas aussi simple,

l'implication des migrants dans le développement local diffère d'un village à l'autre et dépend fortement de l'organisation sociale.

Par exemple à Kibanco, les migrants de retour sont particulièrement actifs. D'une part, ils contribuent à la diffusion de nouvelles attitudes et de nouveaux comportements en matière de santé (création d'une pharmacie communautaire), de scolarisation et d'activités culturelles (organisation de tournois de football). D'autre part, ils sont les principaux acteurs de la dynamique villageoise. Ils sont fréquemment à l'origine des initiatives locales et ils servent de relais entre la population et les intervenants extérieurs. Leur double culture leur permet de jouer un rôle d'intermédiaire en utilisant l'expérience qu'ils ont acquise en milieu urbain. Toutefois, il peut y avoir un décalage entre leurs perceptions des priorités et celles qui sont définies par les autorités locales. Ce décalage fragilise les associations de migrants car la population ne leur fait qu'à moitié confiance, ce qui limite l'engagement de celle-ci dans les actions mises en œuvre.

Il convient aussi de nuancer la diffusion des informations acquises au cours de leur expérience migratoire, car les échanges entre sexes sont rares. Par exemple, les hommes de retour auront plus tendance à partager leur expérience avec les hommes restés au village et plus particulièrement avec ceux qui appartiennent aux mêmes groupes d'âge qu'eux.

b. La diaspora

La diaspora de Kanfarandé s'est constituée en association depuis 1999, l'UDESKA (Union pour le Développement Économique et Social de Kanfarandé), qui a pour principal objectif le désenclavement de la sous-préfecture, la construction d'infrastructures sociales, l'approvisionnement en eau potable, l'électrification et le développement de la production agricole. Afin d'atteindre ces objectifs, elle recherche des financements auprès des bailleurs de fonds nationaux et internationaux. Mais l'impact de leur action est réduit par l'absence d'une bonne politique de communication.

Par exemple, dans le district de Kibanco, l'UDESKA a proposé la construction d'un poste de santé, sans que les habitants censés en être les bénéficiaires n'en soient préalablement informés. Ce déficit de communication ou de faire valoir de l'association provoquent dans certains villages des réserves quant à leur action. Comme l'UDESKA s'appuie sur les autorités locales qui ne répercutent pas toujours l'information au niveau de toutes les couches de la population, la mobilisation sociale n'est pas toujours suffisante et par conséquent les projets ont du mal à être suivis. L'UDESKA manque de relais au niveau des jeunes, des femmes et des ethnies minoritaires, or la réussite d'un projet implique la participation de la population. Un projet réussira d'autant mieux qu'il aura été négocié avec l'ensemble des catégories constituant la communauté villageoise. Par exemple à Koukouba,

la construction du poste de santé mobilise essentiellement les personnes âgées de Koukouba Centre et très peu les jeunes, les femmes et les habitants des autres secteurs.

Dans les pays de forte émigration comme le Mali et le Sénégal, on observe un décalage entre les populations restées aux villages et les migrants quant aux modalités de développement. Un consensus est donc nécessaire entre les deux visions du monde pour créer une synergie mobilisatrice.

Pour conclure, la sous-préfecture de Kanfarandé recèle un fort potentiel favorable aux stratégies économiques de ses habitants. Cependant, l'exploitation des opportunités de développement dépend du contexte de chaque village. En effet, les comportements économiques sont tributaires des logiques ethniques et historiques. Les contraintes écologiques, l'action de l'homme sur l'environnement, les freins culturels et le manque de moyens sont autant d'obstacles qui fragilisent les stratégies économiques des villageois et limitent fortement leur marge de manœuvre dans la réduction des facteurs d'appauvrissement.

IV. SANTÉ ET SCOLARISATION DANS UN CONTEXTE DE PAUVRETÉ

Nous avons privilégié deux enjeux liés à la pauvreté : la santé et la scolarisation, du double point de vue de l'offre et de la demande dans une sous-préfecture qui souffre d'un enclavement prononcé.

1. La santé

1.1 Les infrastructures sanitaires

La sous-préfecture de Kanfarandé dispose d'un centre de santé à Victoria et de trois postes de santé à Katfoura, Kap-kin et Dobaly. Par ailleurs, un poste de santé est en construction à Koukouba et un projet est lancé à Kibanco. La situation géographique de la sous-préfecture conditionne un accès plus ou moins rapide aux infrastructures les mieux équipées de la région :

- A Boké : un hôpital public et un centre de santé.
- A Kolaboui : un centre de santé.
- A Kamsar : un centre de santé, un dispensaire, un hôpital public, un hôpital privé de la CBG (Compagnie de Bauxite de Guinée).

Aussi sur les quatre villages étudiés, seul Victoria dispose actuellement d'une structure de santé.

1.2 Accessibilité et fréquentation des structures de santé

Le tableau suivant présente les temps d'accès selon les moyens de transports utilisés pour se rendre de l'un des villages étudiés à une structure de santé. L'accès au centre de santé de Kanfarandé est très différent d'un village à l'autre.

- Pour Victoria et Lansanaya, l'accès est relativement rapide et facile du fait de la proximité (inférieur à 5 kms).
- Pour Kibanco, l'éloignement géographique (17 kms), la piste dégradée et le manque de moyens de transports représentent un frein à l'accès immédiat au centre de santé de Kanfarandé. L'enclavement de ce village réduit donc l'accessibilité aux méthodes de soins modernes. Le plus souvent les malades sont évacués vers Victoria soit à vélo (ce qui représente 2 heures de transport) soit à pied, portés dans un hamac (4 heures environ). Aussi le centre de santé de Kanfarandé est équipé d'une moto pour permettre aux populations une consultation plus régulière. Les agents de santé

peuvent ainsi se rendre une fois par mois à Kibanco afin d'effectuer un suivi médical de la population du village. Toutefois, cette solution a une efficacité limitée en saison des pluies en raison de l'état de la piste qui à cette période est quasi impraticable.

- A Koukouba, l'accès au centre de santé de Kanfarandé est compliqué par l'éloignement géographique (45 km), il faut compter environ une journée de transport. De plus, comme un bras de mer doit être traversé, il est impossible de se rendre au centre de santé à tout moment de la journée. D'ailleurs le centre de santé limite ses visites à Koukouba et n'effectue qu'une visite annuelle à l'école. De ce fait, la population privilégie les structures de santé de Kamsar. D'autant plus que l'accès est facilité depuis quelques années par la gratuité de la barque à moteur pour les personnes allant consulter. La seule contrainte à cette solution est la dépendance envers les marées.

Tableau 9 Temps et moyens d'accès aux structures sanitaires

| | Centre de santé de Kanfarandé | Kamsar |
|------------------|---|--|
| Victoria | Sur place | 2h00 à barque à moteur |
| Lansanaya | 5 km 1h30 à pied 30 min à vélo 15 min à moto | 3h30 à pied + vedette 2h30 à vélo + vedette |
| Kibanco | 17 km 2h00 à vélo 4h00 à pied | 5h00 à pied + vedette |
| Koukouba | 45 km Une journée | 2h00 de barque à moteur 8h00 de pirogue |

1.3 Des itinéraires thérapeutiques différenciés

a. Des parcours allant du moderne vers le traditionnel et inversement

Du fait des degrés d'enclavement différents que nous venons de mettre en évidence, les villages présentent également des dynamiques spécifiques en ce qui concerne les itinéraires thérapeutiques.

Ainsi, à Victoria et Lansanaya, la population consulte en premier lieu le centre de santé afin de faire établir un diagnostic. Si les premiers soins effectués ne soulagent pas le patient et/ou si les médicaments ne sont pas disponibles, les malades se retournent alors en vers les tradipraticiens.

A Kibanco et Koukouba, on observe une logique inverse qui s'explique en large partie par l'éloignement d'une infrastructure sanitaire moderne. Les personnes vont donc d'abord essayer l'automédication par les plantes, l'achat de médicaments sur le marché ou les soins des tradipraticiens. Si leur état de santé ne s'améliore pas, ces personnes se dirigent alors

vers les infrastructures de Kamsar pour les habitants de Koukouba et vers celles de Victoria pour les habitants de Kibanco.

Toutefois, pour certaines maladies telles que la jaunisse, les hémorroïdes ou les fractures, les populations des quatre villages observées consultent exclusivement des tradipraticiens. En effet, il s'avère que ces maladies sont soignées avec succès pas la pharmacopée traditionnelle. Si les schémas observés se vérifient pour l'essentiel de la population, il convient de noter que les personnes ayant les meilleures situations économiques vont le plus souvent consulter une structure sanitaire moderne.

b. Les facteurs explicatifs

Ainsi, les parcours thérapeutiques s'expliquent par la conjugaison de différents facteurs :

- le degré d'enclavement du village,
- les moyens d'accès aux différentes structures de santé,
- la disponibilité des traitements,
- le type de maladie,
- les ressources économiques de la famille,
- le coût du soin,
- les modalités de paiement que nous allons à présent exposer.

1.4 Le financement de la santé

Le coût du traitement dépend du lieu de soins.

a. Le centre de santé de Victoria

Nous avons recueilli les coûts de consultations et de traitements. Ils varient de 600 FG à 2500 FG pour les personnes de 5 ans et plus (moitié prix avant cet âge). Ils permettent au budget du centre de santé d'être équilibré tout en restant accessible à la majorité de la population. Les prix sont fixes, non négociables. Les frais de santé doivent être versés au moment du soin.

Quant au financement d'une consultation, si les malades n'ont pas l'argent nécessaire, leur premier recours est la famille proche. A défaut, ils vendent une partie de leur récolte de riz ou d'arachide. En dernier recours, notamment en période de soudure, ils sont obligés de s'endetter à des taux élevés. 1500 FG empruntés seront par exemple remboursés par une mesure de riz (20 kg) au moment de la récolte. Cette mesure de riz aura alors la valeur de 3 000 FG, soit le double de la somme initialement empruntée.

Par conséquent, par manque de moyens certaines personnes se voient dans l'impossibilité de consulter. Toutefois, pour les élèves de Victoria, un système d'entraide a

été mis en place par les enseignants, car ces derniers étaient, de par leur statut de fonctionnaire, fréquemment sollicités par les parents d'élèves pour payer les frais de santé. Ce système d'entraide fonctionne grâce à une caisse qui est alimentée par la confection de briques par les collégiens et de gravier et bois ramassés par les écoliers. En cas de maladie d'un élève, les frais de consultation de ce dernier seront pris en charge par cette caisse.

b. L'hospitalisation

Quand l'hospitalisation s'avère nécessaire, les frais à engager sont très élevés, ils s'élèvent au minimum à la hauteur de 50.000 FG. Ce coût élevé implique que les individus peuvent rarement y faire face seuls. D'autant plus que les patients doivent réunir la somme nécessaire avant même l'hospitalisation, puisque aucun soin n'est dispensé si le malade n'est pas en mesure de régler la consultation et le traitement. Par conséquent, les personnes ont recours à des moyens de paiement proches de ceux observés précédemment. Cependant, les sommes à engager sont telles qu'il est indispensable d'avoir recours à la famille élargie qui contribue sous forme de prêt à taux zéro. Les personnes dont la famille ne peut pas rassembler l'argent n'ont pas accès à l'hôpital.

D'autre part, nous n'avons pas observé de système communautaire d'entraide qui permettrait d'assister les personnes les plus démunies à l'exception des élèves de l'école de Victoria dont la caisse peut prendre en charge les frais d'hospitalisation. Le recours à l'emprunt auprès des familles les plus riches du village est impossible car les taux intérêt sont trop élevés et quasi usuraires.

c. Les tradipraticiens :

Le coût des tradipraticiens est très variable. En règle générale, il faut d'abord amener la Kola ou le prix de la Kola. Cette démarche tient plus à la tradition et à la symbolique qu'à un véritable paiement.

Trois types de démarches de paiement ont été observés :

- Le tradipraticien ne fixe pas de prix. Si le soin à réussi, la personne qui consulte versera une somme d'argent et/ou un complément en nature (poulet, pagne, ...) selon ses moyens. Cette pratique se rencontre à Victoria et à Kibanco.
- Les guérisseurs fixent un prix modéré à l'avance variant d'environ 500 FG à 5 000 FG accompagné ou non de riz, poulet, et/ou pagne. Ces prix restent négociables. Cette pratique est courante à Kibanco, Koukouba et Lansanaya.
- Certains tradipraticiens de Lansanaya, le plus souvent très renommés, pratiquent des tarifs très élevés pouvant atteindre 200 000 FG voire 500 000 FG.

Notons par ailleurs, que les personnes les plus démunies peuvent dans les deux premiers cas ne rien ajouter au prix de la Kola initialement donné. Le recours à la médecine traditionnelle offre l'avantage de pouvoir négocier le montant et le mode de paiement (comptant, échelonnement, paiement différé...). Lorsque le coût de la santé est trop élevé, notamment en raison des taux usuraires, les paysans font l'impasse sur les dépenses de santé au profit des dépenses de nourritures.

1.5 La santé de la mère et de l'enfant

Les données concernant la santé de la mère et des enfants portent uniquement sur les naissances des cinq dernières années.

a. La grossesse

En ce qui concerne le suivi prénatal, Koukouba se distingue des autres villages. Dans ces derniers, la quasi-totalité des femmes va consulter contre seulement environ les deux tiers à Koukouba. Cependant, parmi les femmes allant consulter, et ce quelque soit leur village, nous n'observons pas de différences. La première consultation se fait généralement entre le troisième et le sixième mois au centre de santé de Kanfarandé, excepté pour les femmes de Koukouba qui vont à Kamsar. Les visites sont le plus souvent mensuelles jusqu'à l'accouchement.

À Kibanco et Lansanaya, les femmes travaillent aux champs jusqu'à l'accouchement. À Koukouba, elles cessent d'aller aux champs vers le septième mois. À Victoria, la moitié des femmes n'a pas d'activité économique et l'autre moitié poursuit son activité (petit commerce) jusqu'à l'accouchement.

b. L'accouchement

La présence d'un centre de santé dans le village permet aux femmes de s'y rendre dès les premières contractions. Ainsi, à Victoria, plus d'une femme sur deux accouche au centre de santé, alors que la quasi-totalité des femmes des trois autres villages accouche chez elle.

Dans ces villages, les femmes qui présentent des risques de complications à l'accouchement doivent prévoir leur départ quelques semaines à l'avance pour pouvoir accoucher dans une structure de santé. Elles sont d'autant plus nombreuses à le faire à Lansanaya que ce village est très proche de Victoria.

Pour lutter contre l'enclavement, le centre de santé de la sous-préfecture a souhaité former des accoucheuses traditionnelles dans les villages les plus éloignés. Cependant, nous avons observé à Kibanco et à Koukouba que les femmes formées ne sont pas celles auxquelles la population fait appel, ce qui pose un problème de sélection. Les femmes qui

ont suivi la formation ont reçu une mallette, avec du matériel médical mais le réapprovisionnement en réactifs n'a pas été assuré. En outre, ces matrones n'ont pas eu de suivi de formation bien qu'elles doivent faire un compte-rendu de leurs activités au centre de santé.

c. Consultations post-natales et vaccinations

Comme pour le suivi prénatal, les femmes de Koukouba se distinguent : elles sont peu nombreuses à faire une visite post-natale, alors que dans les trois autres villages, la quasi-totalité des femmes consulte au moins une fois.

Presque tous les enfants ont été vaccinés (BCG, Coqueluche, Polio et Rougeole). À Victoria et Lansanaya, la vaccination est faite au centre de santé. À Kibanco, elle est réalisée par les agents de santé de passage dans le village. Les enfants de Koukouba sont vaccinés soit à Kamsar lorsque les mères ont une occasion de s'y rendre, soit lors de la visite médicale annuelle à l'école.

1.6 Informations et communication en matière de santé

a. Paludisme

La majorité des personnes interrogées connaît les symptômes du paludisme car les crises sont fréquentes au sein de la population. En revanche, le mode de transmission par les moustiques est quasiment inconnu. Bien que le paludisme soit l'une des premières causes de consultation et de mortalité, les patients disent ne recevoir aucune information au centre de santé tant sur la transmission que sur la prévention de cette maladie.

L'école est aussi une source d'informations pour les élèves grâce à la distribution de brochures d'information, et à un cours de biologie portant sur le paludisme. Enfin, les migrants urbains présentent une meilleure connaissance du mode de transmission et de prévention du paludisme.

Cependant la connaissance du mode de transmission n'implique pas une meilleure protection, soit parce que les personnes ne connaissent pas l'ensemble des facteurs qui favorisent la présence des moustiques (tel que les eaux stagnantes), soit parce qu'elles manquent de moyens financiers qui leur permettrait d'acheter des spirales ou des bombes répulsives.

b. Planification familiale

Les femmes n'ont pas forcément une connaissance des méthodes contraceptives. Cependant, elles ont quasiment toutes entendu des messages radiophoniques incitants à espacer les naissances. Les femmes ont principalement entendu parler à la radio et lors de discussions entre femme de pilule, des injections puis de stérilisation. Cependant, elles ne connaissent ni les modes d'utilisation ni les lieux où s'en procurer. Les méthodes traditionnelles sont peu connues, si ce n'est qu'elles évoquent souvent le port d'un gris-gris à la taille.

Il importe de souligner que la planification familiale et la contraception demeurent des sujets tabous. Ainsi, si l'utilisation de contraceptifs modernes n'est pas rare, elle ne nous a pas été déclarée lors de la passation des questionnaires. Les femmes utilisatrices ont principalement recours aux injections car cette méthode est discrète et peut être dissimulée au mari. En effet, si les femmes souhaitent espacer ou limiter leurs naissances en raison de la fatigue due aux grossesses à répétition ; les hommes se montrent désireux d'avoir une descendance nombreuse, non seulement pour affirmer leur virilité, mais aussi pour assurer une main d'œuvre familiale importante. Ce désir de discrétion amène certainement un nombre de femmes non négligeable à s'approvisionner en contraceptifs en dehors de la sous-préfecture. Ces femmes échappent malheureusement à nos mesures.

Toutefois ce souhait de limiter les naissances n'implique pas systématiquement la volonté d'utiliser un contraceptif moderne. Les femmes ont d'ailleurs été particulièrement attentives aux informations concernant le cycle menstruel qu'elles ont pu obtenir auprès des enquêteurs après la passation des questionnaires. Elles ont en effet une très mauvaise connaissance, alors que l'abstinence périodique leur permettrait de contourner trois freins à l'utilisation d'une contraception moderne. A savoir :

- Les facteurs culturels et religieux qui s'opposent à la limitation des naissances. Cette méthode présente l'avantage d'éviter l'intervention d'un élément extérieur dans la conception. Une femme nous a d'ailleurs déclaré : « c'est bien, parce que comme ça c'est entre moi et Dieu ».
- L'éloignement des lieux d'approvisionnement qui demande aux femmes de justifier un tel déplacement auprès de leur mari.
- Le coût financier.

Une information sur la planification familiale est réalisée au Collège en dixième, alors que les élèves ont au minimum 17 ans et qu'un certain nombre a déjà entamé sa vie sexuelle. Deux facteurs socioculturels expliquent cette information tardive :

- La crainte de cautionner un comportement non accepté à ces âges.
- La peur d'insister à une sexualité précoce.

c. Le sida

Presque toutes les personnes interrogées savent que le sida est une maladie grave. La première source d'information est la radio, en particulier radio Boké dont certains programmes sont en langue nationale, viennent ensuite les relations personnelles (amis, connaissances).

Quatre types de discours sont présents sur les ondes :

- Messages publicitaires de courte durée annonçant que le sida est une maladie mortelle sans donner plus d'informations.
- Une information partielle portant sur les comportements à éviter sans en expliquer les raisons : éviter les filles libres, les lames de rasoir, l'excision...
- Une information plus complète expliquant les différents modes de transmission (les rapports sexuels, transmission sanguine) et les moyens de prévention (abstinence sexuelle, fidélité dans le couple, préservatifs).
- Des émissions dont l'objectif n'est pas l'information à proprement dite : débats, actualités.

La réception de ces messages est différente selon que les individus ont une plus ou moins bonne compréhension de la langue française, selon la fréquence à laquelle ils écoutent la radio, selon l'attention qu'ils portent au sujet. De manière générale, les personnes ayant vécu en ville ont une meilleure connaissance. Comme en ce qui concerne l'information relative à la planification familiale, l'information proposé au collège sur le sida arrive trop tardivement dans la vie des jeunes.

1.7 Environnement et santé

La sous-préfecture de Kanfarandé doit faire face à deux problèmes sanitaires, en raison de sa spécificité environnementale :

- Le manque d'eau potable
- La proximité de l'usine de Kamsar.

a. L'eau

A Kibanco, l'eau de l'unique forage est peu appréciée de la population du fait de sa forte teneur en sel. Pendant la saison sèche, les puits se tarissent. Il y a alors recours au forage à une époque où le débit est plus faible et l'eau de moins bonne qualité.

Dans les secteurs centres de Koukouba, le sol est trop friable pour creuser des puits. Pendant la saison des pluies, l'eau est recueillie dans des « bassins ». Cette eau utilisée au

début de la saison sèche est de mauvaise qualité car elle stagne au fonds de bassins à ciel ouvert. En outre, dès le mois de mars, les bassins sont asséchés. Les populations doivent aller puiser l'eau au marigot le plus proche situé à 4 kilomètres. Pour Madina, le troisième secteur étudié, le problème ne se pose pas car le sol permet de creuser des puits qui ne tarissent pas en saison sèche.

A Lansanaya, malgré la présence de puits et de forages, le manque d'eau se fait ressentir à partir du mois de mars. Différentes stratégies ont été mises en place au sein de chaque sous secteur, mais elles ne permettent pas de s'approvisionner jusqu'à la prochaine saison des pluies. Par exemple, il existe un système de tours a été mis en place afin d'éviter l'assèchement des puits. Toutefois, arrive un moment où la population des sous secteurs ne disposant pas de forage doit aller s'approvisionner à Lansanaya centre où un seul puits fonctionne toute l'année. D'année en année, le manque d'eau se fait ressentir de plus en plus tôt : la terre étant trop sèche, l'eau de pluie ne s'infiltre peu et elle ne remplit pas suffisamment les nappes phréatiques, ce qui contribue à l'assèchement de la terre et constitue un cercle vicieux. En outre, des tentatives de creuser de nouveaux puits ont été veines du fait d'un sol trop rocheux. A Lansanaya, le déséquilibre entre l'offre et la demande en eau est source de tensions entre les habitants.

Victoria souffre moins du problème d'approvisionnement en eau. La présence de deux puits intarissables dans le sous secteur de Bonia alimente les sous secteurs de Satho et Lemoune à partir du mois de mars.

Ce problème d'eau à la fois qualitatif et quantitatif est à l'origine de nombreux maux de ventre et de diarrhées.

b. La proximité de l'usine de bauxite de Kamsar

La pollution atmosphérique qui touche la sous-préfecture est provoquée par l'usine de bauxite de Kamsar, et elle se caractérise par des poussières et des gaz nocifs. Celle-ci provoque de nombreuses maladies respiratoires telles que les bronchites, l'asthme... Dans la sous-préfecture, les trois principales causes de décès sont le paludisme, les diarrhées aiguës et les maladies respiratoires. Nous constatons alors que deux de ces maladies sont liées directement à des facteurs environnementaux.

2. La scolarisation dans un contexte de pauvreté

Le problème de la scolarisation est particulièrement important en Guinée du fait de l'extrême jeunesse de la population. Différents facteurs expliquent les variations observées dans les niveaux de scolarisation. Les logiques de scolarisation ne sont pas indissociables des stratégies de lutte contre la pauvreté.

2.1 Infrastructures, personnel et statistiques scolaires

| pour les 4 districts étudiés : | |
|---------------------------------|-------------------------------|
| Infrastructures : | Personnel enseignant : |
| 4 écoles primaires publiques | 12 instituteurs ordinaires |
| | 2 instituteurs communautaires |
| | 1 instituteur contractuel |
| 1 école primaires communautaire | → 1 instituteur communautaire |
| 1 collège | 5 enseignants titulaires |
| | 2 enseignants contractuels |

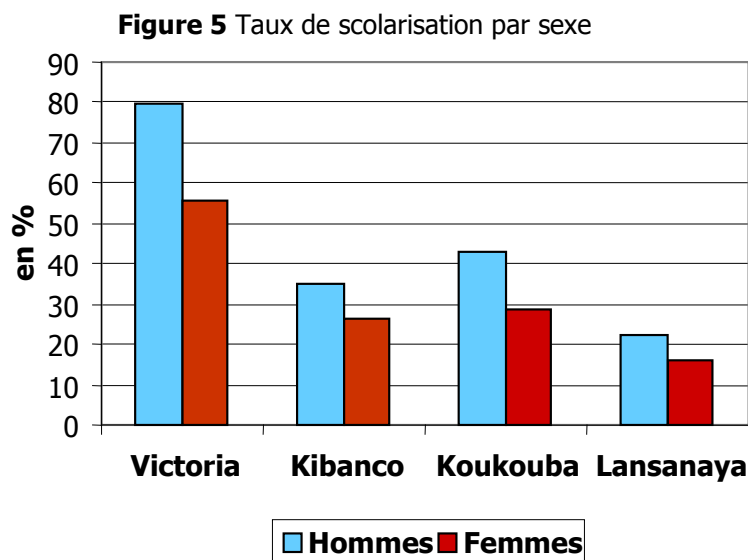
Les 4 villages étudiés disposent d'infrastructures scolaires. Toutefois, le manque de personnel enseignant dans certains villages rend nécessaire l'aménagement des cycles scolaires. Ainsi à Kibanco, les instituteurs s'occupent de 3 niveaux par an : cette année, les 2^{ème}, 4^{ème} et 6^{ème} années et l'an prochain, les 1^{ère}, 3^{ème} et 5^{ème} années. A Koukouba, les enseignants ne peuvent pas dispenser les cours de la 6^{ème} année et les élèves souhaitant préparer le concours d'entrée au collège sont obligés de migrer à Kanfarandé afin de le préparer.

Dans ces villages les enseignants sont obligés de gérer une population scolaire trop nombreuse par rapport aux infrastructures disponibles. Par conséquent ils ont du mettre en place des classes en double flux, et des classes comportant plusieurs niveaux. Ces contraintes de ne pas permettre aux élèves de terminer le programme d'un niveau donné.

Le graphique montre une scolarisation masculine plus importante quel que soit le village. A Victoria, les taux de scolarisation (79,6 % pour les garçons contre 55,4 % pour les filles) sont importants du fait de la présence dans le village d'enfants confiés pour être scolarisés notamment au Collège.

Lansanaya présente les taux de scolarisation les plus faibles. Seuls 22,3 % des garçons et 16,3 % des filles âgés de 5 à 20 ans sont scolarisés ce qui est dû à des stratégies ethniques que nous expliquerons ultérieurement.

Avec un taux de scolarisation de 43,1 % pour les garçons et 28,9 % pour les filles, les enfants de Koukouba semblent être scolarisés davantage que ceux de Kibanco (34,8 % pour les garçons contre 26,6 % pour les filles). Toutefois, ces taux sous-estiment la scolarisation du fait de la pratique de l'alternance des classes à Kibanco. Le recrutement en 1ère année est bi-annuel au lieu d'être annuel.



2.2 L'APEAE (Association des Parents d'Élèves et Amis de l'École)

Les fonctions de l'APEAE sont, d'une part, de participer à l'entretien des locaux et éventuellement à l'approvisionnement en fournitures et mobiliers, d'autre part, de participer à l'encadrement des élèves. En réalité, le fonctionnement de l'APEAE diffère selon chaque village.

- Ainsi, à Lansanaya, l'APEAE se limite à la surveillance de la ponctualité et de l'assiduité des élèves.
- A Koukouba, ce rôle est complété par la participation à l'entretien des bâtiments et pour les enfants des familles les plus démunies à l'achat de fournitures.
- A Victoria, elle assure l'entretien de l'école et agit en complémentarité du système d'entraide mis en place par les enseignants pour les dépenses de santé des élèves.
- A Kibanco, il existe un conflit latent entre les instituteurs et l'APEAE. Les parents d'élèves qui ont accepté de perdre de la main-d'œuvre en scolarisant leurs enfants n'apprécient pas qu'ils travaillent pendant les heures de cours pour le compte de l'instituteur. Ils reprochent par ailleurs le fait que les enfants travaillent dans des champs de particuliers au profit des enseignants. Ce conflit a déjà entraîné une

déscolarisation d'enfants et ce risque demeurera tant que ces pratiques du travail des enfants perdureront.

2.3 Les stratégies de scolarisation

a. les spécificités ethniques

Les trois ethnies principales recensées (Peul, Nalou et Diakanké) présentent des logiques de scolarisation différentes du fait de leurs stratégies économiques et migratoires respectives.

Les Peul ne scolarisent pas les aînés que la famille utilise comme main-d'œuvre. Les derniers garçons de la fratrie sont scolarisés tôt et longtemps dans une optique à long terme, les enfants sont considérés comme un investissement. En effet, une fois instruits ces derniers pourront trouver un travail rémunérateur en milieu urbain. Quant aux filles, elles sont peu scolarisées car destinées au mariage.

Les Nalou présentent une logique radicalement différente : la scolarisation est courte et tardive, et elle est essentiellement due à un conformisme social. Cependant ils n'en voient pas l'intérêt, les hommes étant destinés principalement aux travaux des champs ou à l'apprentissage d'un métier, et les femmes au mariage. De plus leurs migrations sont rurales et sont concentrées dans la région.

Enfin une partie des Diakanké ne scolarisent pas les enfants pour deux raisons principales :

- d'une part, ils privilégient les migrations vers l'Europe où les hommes n'ont pas besoin d'être instruits pour envoyer beaucoup d'argent au village. Quant aux non migrants leur principale activité est l'agriculture, activité qui demande une connaissance plus pratique que scolaire.
- D'autre part, ils souhaitent garder un contrôle social sur leurs enfants, contrôle qui serait mis à mal par l'école publique. Dans ce cadre, ils envisagent de construire leur propre école communautaire.

Malgré les différences ethniques, on observe un comportement commun : un fort taux de réussite au concours d'entrée au collège incite les parents à scolariser leurs enfants, et inversement.

b. La scolarisation des filles

On constate que les parents ont moins de réticences à scolariser les garçons que les filles. Cela s'explique notamment par la peur que les filles "piquent une grossesse" selon l'expression locale. Cette réticence s'accroît au moment où les jeunes filles doivent quitter le village pour poursuivre leurs études, ceci est d'ailleurs une cause de déscolarisation importante. Cependant, les grossesses non désirées sont aussi nombreuses que les jeunes filles soient scolarisées ou non. D'une manière générale la scolarisation des filles comme des garçons entraîne une perte de contrôle social sur les jeunes générations.

Pour conclure, nous pouvons dire que la scolarisation des enfants s'explique par les facteurs suivants :

- place et perception de l'instituteur au sein du village,
- manque d'infrastructures et / ou de personnel,
- éloignement du collège et / ou du lycée nécessitant une émigration de l'élève,
- stratégies migratoires et économiques des différentes ethnies,
- coût à la fois de la scolarisation proprement dite et du manque à gagner dû à la perte de main-d'œuvre.

Ce sont donc les familles les plus aisées qui peuvent compenser l'absence des enfants scolarisés en employant des tacherons sur leurs champs.

Ainsi, comme nous venons de le voir l'accès à la santé et à l'éducation est lié au contexte de pauvreté et à des facteurs géographiques. D'une part, l'accès aux infrastructures de santé, comme aux infrastructures scolaires est corrélé à l'enclavement des villages. D'autre part, les deux thèmes étudiés participent au phénomène de paupérisation. En effet, les personnes ayant peu de moyens ont plus de difficultés d'accès aux structures de santé et sont obligés de s'endetter. En outre, les différences de scolarisation favorisent la reproduction sociale de la pauvreté.

RECOMMANDATIONS

Le Séminaire de restitution de l'Enquête « Population, pauvreté et environnement en Guinée maritime dans la sous-préfecture de Kanfarandé », qui s'est tenu à Conakry, le 7 février 2003,

1/ Se félicite de la réalisation de cette enquête et note en particulier :

- l'intérêt scientifique de cette enquête,
- le caractère novateur de la démarche interdisciplinaire qui a été adoptée,
- la qualité et la richesse des premiers résultats présentés,
- la complémentarité avec les travaux de la DNS,
- son apport à la stratégie de réduction de la pauvreté dans laquelle la Guinée s'est engagée,
- l'intérêt des pistes de recherche proposées dans la synthèse finale
- la qualité des débats qui ont caractérisé les trois tables rondes.

2/ Du point de vue institutionnel, le Séminaire constate avec satisfaction,

- que cette enquête témoigne d'une efficace collaboration entre une institution nationale de premier plan, la DNS, et un Centre de recherche et de formation universitaire français de réputation internationale, Populations et Interdisciplinarité, et divers bailleurs de fonds, notamment le PNUD.
- que cette enquête sera une contribution importante au futur Observatoire de la Guinée maritime.

3/ Pour l'avenir, le Séminaire souhaite

- que le rapport du séminaire soit disponible dans les meilleurs délais,
- qu'il reçoive une large diffusion nationale et internationale,
- que l'analyse approfondie des résultats donne lieu à une harmonisation avec les indicateurs démographiques et de pauvreté retenus par les services nationaux. A cet effet, il convient que la DNS et POPINTER restent en contact étroit pour mener à bien cette harmonisation,
- que d'autres enquêtes du même type soient réalisées, afin de couvrir l'ensemble des régions naturelles.
- que la Guinée dispose ainsi d'une batterie d'enquêtes qualitatives, conformément au dispositif de suivi-évaluation entrain d'être mis en place pour la mise en œuvre de la SRP.